

# LE BOLSCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

## Leurs promesses: austérité et antisoviétisme

### Giscard jamais!

### Mitterrand non!

29 avril — Les deux points marquants du premier tour: la possible victoire de Mitterrand et la défaite du PCF — son plus bas score des cinquante dernières années. En pleine croisade de guerre froide impérialiste contre l'URSS, l'affaiblissement du PCF, pro-Moscou, ne peut que faire baver de satisfaction les plumitifs de la bourgeoisie: "(...) Mitterrand a enlevé au de Gaulle de 1958 (et aux prétentions de l'auteur de 'Démocratie française') le privilège d'avoir réduit le communisme à son plus bas niveau. Un privilège (...) qui mériterait sans doute à son héros une inscription 'reconnaissante' au monument des grandes luttes politiques" (*Le Quotidien de Paris*, 28 avril).

"La défaite du PCF est le prix de sa politique de désunion" affirment le PS et dans son sillage les pseudo-révolutionnaires de l'OCI et de la LCR qui, depuis la rupture de l'union de la gauche, accusent

le PCF d'avoir tourné le dos à l'"unité". En vérité, le PCF fait les frais du renouveau de guerre froide antisoviétique (qui a détourné de lui au profit du PS pas mal d'intellectuels, petits-bourgeois et autres eurocommunistes effrayés de se voir rejetés par leur propre bourgeoisie) et de sa politique d'union de la gauche. Marchais explique que "des électeurs et des électrices qui font confiance au Parti (...) ont pensé qu'il fallait au premier tour voter utile [en votant Mitterrand], se débarrasser de Giscard" (*L'Humanité*, 27 avril). A qui la faute? Le PCF a été le meilleur propagandiste et constructeur de l'union de la gauche, comme d'ailleurs des autres fronts populaires de 36 et 44. Et malheureusement des travailleurs faisant confiance au PCF y croient. Certains — moins avancés — ont préféré voter Mitterrand qui leur est apparu plus "crédible" que Marchais rejeté par tous y compris ses anciens partenaires, et donc plus susceptible de rassembler au deuxième tour les forces nécessaires — y compris bourgeois — pour virer Giscard. Et c'est toujours au nom de l'union de la gauche que la direction du PCF appelle à voter pour Mitterrand! Espérons que les militants et travailleurs du PCF refuseront de voter pour ce chantre de l'antisoviétisme et de la collaboration de classe!

Une partie des voix perdues par le PCF ne s'est pas portée sur Mitterrand, mais a été grossir le

nombre des abstentions. Et ce en particulier dans les bastions traditionnels du PCF. Un tel phénomène devrait être examiné attentivement par un parti révolutionnaire, car cela *pourrait* traduire chez certains militants communistes, les plus conscients, à la fois un refus de Mitterrand et une protestation contre le chauvinisme anti-immigrés de la campagne Marchais. Au début de sa campagne, nous avions envisagé, tout en critiquant violemment sa politique de chauvinisme français et de cassage des luttes, de donner un soutien électoral au bureaucrate stalinien Marchais, sur la base qu'il se présentait indépendamment (même si c'est tactique, conjoncturel et involontaire) de tout allié bourgeois, ce qui aurait pu constituer un vote de classe. Mais comme nous l'avons expliqué dans le numéro 24 du *Bolchévik* (avril): "Son abjecte campagne de provocations racistes contre les immigrés a donné au vote Marchais un sens qu'à ce jour aucun autre élément de la campagne du PCF n'est venu dépasser, celui d'un référendum en faveur de Vitry et de sa politique chauvine anti-immigrés. Nous comprenons pourquoi des travailleurs — vu l'absence de tout autre perspective — peuvent vouloir voter Marchais sur la base de leur dégoût pour Giscard et Mitterrand et/ou de leur attachement à l'Etat issu de la Révolution d'Octobre. Mais à moins d'événements

*Suite page 11*

## Où va la Pologne?



26 avril — L'article suivant a été publié dans le numéro d'avril de *Workers Vanguard*, bimensuel de la Spartacist League des Etats-Unis. Comme il l'explique, l'équipe Reagan/Haig veut que les Soviétiques interviennent militairement en Pologne.

En France, la question de représailles en cas d'intervention russe a pris une place importante dans la campagne électorale; Mitterrand essaie de faire passer Giscard pour un "mou" en face du communisme, parle de son "salaire de Varsovie" et le traite de "munichois". Bien que Mitterrand ait ses propres raisons de se faire une réputation de champion de la guerre froide, il est effectivement vrai que les bourgeoisies européennes sont beaucoup plus réservées que les Américains en ce qui concerne les menaces de guerre. Une intervention des forces de l'OTAN contre l'Union soviétique n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Les bourgeoisies européennes sont moins pressées d'appuyer sur la gachette que Reagan/Haig pour au moins deux raisons. D'abord, le sol européen serait le premier (et peut-être le seul) touché par des représailles soviétiques après une attaque de l'OTAN. Ensuite, à la différence des impérialistes américains, les bourgeoisies européennes ont affaire à des classes ouvrières qui ont subi la guerre *chez elles*; et la classe ouvrière française se souvient encore des sacrifices héroïques du peuple russe à Stalingrad et ailleurs, pour mettre fin aux horreurs de la machine de guerre nazie. Pour l'instant, les capitalistes allemands et français préfèrent croire qu'ils peuvent *racheter* la Pologne, spécialement par le remboursement de l'énorme dette polonaise aux banques occidentales, en particulier ouest-allemandes.

En cas d'intervention militaire russe en Pologne, le genre de représailles que les bourgeoisies européennes ont en réserve, ce sont les sanctions économiques. Giscard et Mitterrand ont fait savoir qu'ils sont prêts à suivre les Américains et mettre fin à

toutes relations commerciales avec l'URSS et l'Europe de l'Est. Les ouvriers doivent être vigilants dans leur solidarité avec les ouvriers polonais *et russes* dans la perspective d'une révolution politique prolétarienne, face à toutes les manœuvres contre-révolutionnaires de la bourgeoisie!

La situation polonaise commence à se débloquer. Dans "Solidarité", une polarisation commence à se faire sentir. Dans le parti communiste polonais, c'est le chaos. L'économie est en ruine. Et l'impérialisme américain cherche frénétiquement à provoquer une intervention soviétique. Reagan et Haig ont fait de la Pologne un pion dans leur plan de guerre froide antisoviétique. Leur but final est de renverser les conquêtes de la Révolution d'Octobre qui subsistent encore et de reconquérir le principal bastion du pouvoir d'Etat ouvrier. Les révolutionnaires, ainsi que tous les ouvriers conscients, doivent s'opposer à cette provocation impérialiste et défendre inconditionnellement les Etats du bloc soviétique contre les attaques des contre-révolutionnaires.

Washington secoue ses "alliés" d'Europe occidentale afin qu'ils renforcent leur détermination antisoviétique avec des missiles nucléaires dirigés contre "l'agresseur soviétique en Pologne". Le général Haig essaie de persuader les gouvernements de l'OTAN de rompre toute relation économique et diplomatique avec l'URSS. Le secrétaire d'Etat américain à la Guerre, Weinberger, promet des représailles terribles si l'Union soviétique intervient. Il agite même la "carte chinoise" et menace d'armer Pékin, vraisemblablement avec des armes atomiques capables d'atteindre les villes soviétiques. Et les Chinois sont prêts, et même impatients: ils ne veulent pas seulement des missiles thermonucléaires, ils veulent s'en servir! Depuis la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie

*Suite page 10*

### Pour la révolution politique!

# L'OCI roule pour Mitterrand

## Où mène la stratégie de "front unique"

Le 20 mars dernier, l'OCI est enfin allée jusqu'au bout : elle a décidé d'appeler au vote Mitterrand dès le premier tour. Sa décision a levé les illusions qui pouvaient subsister de la campagne lambertiste pour "l'unité". En 1974, l'OCI avait appelé dès le premier tour à voter Mitterrand soi-disant en tant que "premier secrétaire du Parti socialiste", alors qu'il était en réalité le "candidat unique" du front populaire. Cela constituait pour l'OCI un tournant significatif à droite ; avec son soutien décisif au Parti socialiste portugais en 1974-75, cela représentait un signe manifeste qu'elle se transformait en organisation réformiste. Mais jusqu'à cette année, et malgré sa campagne pour un "candidat unique", l'OCI n'avait jamais été aussi loin dans son soutien explicite à un parti réformiste de masse plutôt qu'un autre.

"Conclusion de sa trajectoire opportuniste" (...) "un saut très important dans l'opportunisme vis-à-vis de la social-démocratie", s'exclame la LCR déjà indignée par la proposition cynique de Lambert de soutenir la candidature Krivine... quand il est devenu clair qu'il ne pourrait pas se présenter. Mais quand le même article de *Rouge* déclare que la nouvelle position "est rigoureusement contradictoire avec les principes les plus élémentaires dont l'OCI se réclame", la LCR cherche seulement à récupérer les dissidents potentiels de l'OCI en se présentant comme une version "propre" de cette même campagne pour l'"unité" qui a conduit l'OCI à la position que l'on sait.

Dans la pratique, ces deux groupes (quoiqu'ayant des appétits politiques différents) sont pour le "front unique stratégique" comme moyen de capitulation aux appareils réformistes. Il est tout de même difficile pour la LCR de faire passer "battre la droite" pour une alternative trotskyste authentique à "voter Mitterrand dès le premier tour" !

Il y a bien sûr une différence entre la stalinophobie social-démocrate invétérée de l'OCI et l'opportunisme impressionniste de la LCR centrisme. Il n'y a qu'un Lambert pour accuser Marchais, dans un délirant discours Porte de Pantin, de monter les classes moyennes contre le PS ! Que l'on puisse faire passer pour du trotskysme cette démagogie populiste (au service d'un anticommunisme enragé) est absolument révoltant.

L'appel à voter Mitterrand est l'extension logique de la ligne de l'OCI. Lorsque la LCR prétend que l'OCI a tourné le dos au "front unique", elle choisit de se battre sur le terrain de l'OCI. Cela n'exprime que la capitulation de la LCR devant l'OCI, plus grosse, mieux organisée et plus cohérente ; mais pareille adaptation ne risque pas de faciliter le recrutement — bien au contraire. La LCR, politiquement sur la défensive par rapport à l'OCI depuis qu'environ 20% de ses membres l'ont quittée pour cette dernière en novembre 1979, espère essentiellement que la démoralisation provoquée par l'échec lamentable de la campagne de l'OCI pour doubler ses effectifs en 8 mois et arriver au "parti des 10.000" en juin prochain leur permettra de lancer une offensive anti-OCI efficace.

Quiconque lit les polémiques de *Rouge* contre l'OCI devrait en conclure que l'OCI est une organisation réformiste. Pourtant la LCR est incapable de tirer cette conclusion parce que cela contredirait sa conception de la "famille des révolutionnaires" qui veut que toute l'"extrême gauche" soit *ipso facto* révolutionnaire, mais surtout parce que leurs points d'accord programmatique sont trop considérables.

### Encore une fois sur le front unique

Le fond de la polémique de la LCR contre l'OCI est que "la politique de front unique vise à la mobilisation unitaire des travailleurs. La réduire à des accords d'appareil conduit finalement à l'adaptation à l'un d'entre eux" (*Rouge*, 10-16 avril). Evidemment on peut faire n'importe quoi au nom de la "mobilisation unitaire des travailleurs" ; mais dans la pratique, la campagne unitaire de la LCR n'est qu'un appel à des "accords d'appareil". Elle ne s'est jamais sérieusement battue pour sa ligne pour la grève générale dans Union dans les luttes qui n'était qu'un véhicule pour ceux des eurocommunistes et des sociaux-démocrates qui essaient de faire pression pour recréer une nouvelle union de la gauche.

En appelant au "désistement" et au "gouvernement PC-PS", la LCR prétend ne pas favoriser le PS contre le PC à la différence de l'OCI. Mais Union dans les luttes et l'opération de Marseille sont en dernière analyse une base pour les bureaucrates du PS dans la CGT. Les appels à l'unité lancés dans la CFDT et FO sont restés lettre morte ; c'est seulement quand l'"unité" était une attaque contre le PCF qu'elle trou-

vait un écho chez les sociaux-démocrates.

La LCR a toujours évité le réel problème de la ligne de front unique stratégique de l'OCI, c'est-à-dire que c'est une stratégie qui remplace la lutte pour le programme trotskyste dans le prolétariat. Dans sa brochure *Ce qu'est l'OCI*, la LCR nie que le front unique soit une stratégie, mais ajoute qu'elle n'a pas une "vision tacticienne" non plus. En vérité, la seule différence entre la "dynamique" unitaire et le "front unique stratégique" c'est que ce dernier est défini plus clairement. A part ça, ils jouent un rôle très similaire.

Pour l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky, le front unique ouvrier avait deux buts inséparables et d'importance égale : l'unité de la classe et l'hégémonie communiste. Dans ses écrits sur l'Allemagne, Trotsky n'a pas seulement polémique contre la politique sectaire ultra-gauche des staliens ; il a aussi attaqué le fétichisme du front unique et des soviets de groupes comme le SAP. Dans "La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne" (janvier 1932), qui contient la fameuse phrase : "le soviét est la forme la plus élevée du front unique", il explique clairement que le front unique est une tactique et non une stratégie et que considérer le front unique comme une stratégie, c'est l'essence du centrisme. Ce qu'il dit dans ce passage de "Centrisme et Quatrième Internationale" (février 1934) est encore plus concis : "Un centriste jure volontiers par la politique du front unique, mais il la vide de tout son contenu révolutionnaire, en la transformant de méthode tactique en principe suprême" (*Oeuvres*, tome 3).

Il est vrai que les syndicats, les milices ouvrières, les soviets sont tous des variantes du front unique précisément parce qu'ils englobent différentes tendances partisans et hors parti. Mais ce n'est qu'un aspect de la question. Le front unique se fait autour d'une action spécifique — marcher séparément, frapper ensemble — et c'est un des moyens pour conquérir politiquement la classe ouvrière, ce qui en fait son importance pour les communistes. Comme Trotsky le faisait remarquer dans "La révolution allemande", les soviets en soi sont incapables de mener le prolétariat au pouvoir : "Tout dépend du parti qui dirige les soviets".

Prétendre qu'il en est autrement c'est privilégier la classe, matériau brut et hétérogène, par rapport au parti. Ceci est l'essence du révisionnisme pabliste — insister sur la "dynamique" objective inévitablement incarnée dans un substitut quelconque à l'avant-garde léniniste à la tête du prolétariat conscient.

Ce qui nous amène à la conception kautskyste du "parti de la classe toute entière" partagée par l'OCI mais qui n'a rien à voir avec le trotskysme. Selon cette conception, la lutte des classes progresserait simplement de façon organisationnelle et sans programme politique ; l'"unité organique" de toutes les tendances de la classe ouvrière dans un seul parti serait donc d'un immense secours au prolétariat. Le sort des classes ouvrières anglaise et allemande devrait donc être bien meilleur que celui de la classe ouvrière française puisque le SPD et le Parti travailliste britannique englobent la grande majorité des ouvriers organisés !

Il est bien connu que l'OCI pense que seulement les partis sociaux-démocrates, contrairement aux partis staliens, peuvent subir l'influence de leur base ; elle en a finalement conclu que même quelqu'un comme Schmidt ou Soares peut d'une certaine façon représenter ses intérêts véritables. Les conséquences réactionnaires de cette position sont : soutien à la réunification capitaliste de l'Allemagne, ou au PS portugais en 1975 ! Mais les appels de la LCR à l'unité PC-PS ne sont pas plus "neutres" que le mot d'ordre de "candidat ouvrier unique" avancé par les lambertistes au début de la campagne ; ils prennent parti pour les sociaux-démocrates en refusant de tenir compte de la campagne de guerre froide actuelle de la bourgeoisie et refusent de voir que c'est la bourgeoisie et ses valets sociaux-démocrates qui ont rejeté le PCF dans le "ghetto". A la traîne des eurocommunistes, qui soutiennent le PS, la LCR s'est déjà bien engagée sur la voie que l'OCI avait prise avant elle.

### Le Comité paritaire et les parodies de "Quatrième Internationale"

Non seulement la LCR et l'OCI se chamaillent pour savoir qui se bat le mieux pour "l'unité", mais maintenant on a aussi une "IVE Internationale" rivale de plus (la 5e "Quatrième"). En décembre dernier, la "Conférence mondiale ouverte" s'est proclamée "Quatrième Internationale (Comité international)".

Lambert et Moreno insistent sur les guillemets — nous aussi !

A la différence de Healy, son ex-partenaire anglais de bloc, Lambert insistait toujours que la IVE Internationale avait été détruite par le révisionnisme pabliste en 1952-53. Nous avons toujours critiqué le mot d'ordre lambertiste de "Reconstruction de la IVE Internationale" parce qu'il sous-estimait la nécessité de *reforger* le trotskysme politiquement et pas seulement organisationnellement, dans son combat contre le révisionnisme. Mais cette conception était loin des manoeuvres de couloir qui caractérisent l'OCI dégénérée d'aujourd'hui.

Il fut un temps où Stéphane Just écrivait encore :

"La reconstruction de la IVE Internationale ne peut pas résulter d'une proclamation du Comité international par laquelle celui-ci s'affirmerait 'direction internationale'. Elle ne peut être que le fruit d'une longue lutte théorique et politique qui détruira la fiction du 'Secrétariat International' [les pablistes], et éliminera jusqu'à la dernière trace de 'pabliste' au sein des organisations qui se réclament du programme de la IVE Internationale."

— *Défense du Trotskyisme*, septembre 1965

Alors que signifie vraiment la déclaration du Comité paritaire ? Lambert s'empresse d'expliquer que la nouvelle organisation n'est pas la IVE Internationale, laissant ainsi la porte ouverte à de nouvelles discussions avec Mandel et le SWP. Et il faudrait la mégalomanie d'un Healy pour prétendre que Lambert et Moreno ont discrédité les prétentions du SU à être la IVE Internationale aux yeux de la grande majorité des militants qui se réclament du trotskysme. Pourtant, la bande Lambert/Moreno est loin d'être modeste. Elle proclame même : "(...) nous avons fait un bond en avant comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire de la IVE Internationale" (*Informations Ouvrières* n°993, 28 mars-4 avril). Rien que ça ! La proclamation de la "IVE Internationale (Comité international)" est donc délibérément confusionniste et totalement malhonnête. C'est la couverture "orthodoxe" aux trahisons réformistes de l'OCI.

Par ailleurs, la "dissolution" des fractions à l'intérieur de ce bloc pourri ne doit tromper personne. Jusqu'à présent, les groupes lambertistes et morénistes distincts n'ont pas encore fusionné dans beaucoup de pays. Le bloc est d'une instabilité telle (Moreno louche vers les bonapartes "sui generis" du "tiers-monde" et Lambert est le valet du bureaucrate anticommuniste Bergeron) que tout ce qu'a pu trouver l'infortunée LCI pour répondre à nos accusations que le Comité paritaire était un bloc pourri c'est de protester avec indignation qu'il avait duré 8 mois entiers (*Tribune Ouvrière*, juillet 1980) ! Poursuivre le combat historique de 1952-53 en compagnie du Staviscky du pseudo-trotskysme latino-américain ? Quelle blague !

Reforger la IVE Internationale n'est pas seulement une question de dénoncer les manoeuvres sordides, la diplomatie cynique qui se fait passer pour de l'"internationalisme", ou même éviter les capitulations les plus grossières. Cela signifie construire une organisation trotskyste internationale véritablement centralisée démocratiquement et politiquement homogène. Cela signifie combattre pour le programme révolutionnaire contre les "raccourcis" opportunistes camouflés par une utilisation jésuitique de citations. La tendance spartaciste internationale se bat pour reforger la IVE Internationale. Mais cette internationale ne renaîtra pas par des auto-proclamations creuses ; elle résultera du regroupement de forces significatives et de la destruction politique des usurpateurs de la bannière du trotskysme, qu'ils s'appellent Lambert, Mandel, Moreno ou Barnes ■

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France,  
section de la tendance spartaciste internationale,  
pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.  
REALISATION: Dominique Rouvier.  
DIFFUSION: Judith Mauger.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre).  
Pour toute correspondance :

- Paris : Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10

(Téléphone : 208.01.49)

- Rouen : M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# La LCR à la traîne des manoeuvres du FDR

## Victoire militaire des insurgés de gauche au Salvador!

25 avril — La guerre civile continue de faire rage au Salvador. A coups de "conseillers", de matériels militaires et de millions de dollars, l'impérialisme américain aide la junta militaire et démocrate-chrétienne à écraser la rébellion des forces de gauche. Intervention au Salvador, menaces d'agression contre le Nicaragua, menaces contre Cuba, etc. En noyant dans le sang les masses d'Amérique centrale, Reagan veut venger l'humiliante défaite au Vietnam, et ainsi faire la démonstration de sa puissance à l'adresse de son ennemi n°1, l'URSS. C'est ouvertement au nom de sa croisade contre le soi-disant "expansionnisme soviétique" que Reagan intervient aujourd'hui dans l'arrière-cour traditionnelle des Etats-Unis, l'Amérique centrale. Encore récemment le général Haig, secrétaire d'Etat de Reagan, a accusé l'URSS d'avoir une "liste noire pour s'emparer définitivement de l'Amérique centrale" et que déjà la "phase un [de l'opération soviétique] a été accomplie — la mainmise sur le Nicaragua". Mais c'est l'impérialisme US qui a une "liste noire": du Salvador, du Nicaragua et de l'Afghanistan à Cuba, la Pologne et l'URSS. L'objectif fondamental des impérialistes reste de regagner au capitalisme l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés, dont Cuba qui est aux portes de la citadelle impérialiste (Giscard a d'ailleurs tenu à mettre sa pierre à l'édifice antisoviétique de Reagan, notamment en continuant d'armer la junta sanguinaire du Salvador et en prenant une mesure de boycottage contre Cuba — qui n'est rien d'autre qu'une menace d'étranglement par le blocus économique). L'objectif fondamental de l'impérialisme, Richard Pipes, un membre du Conseil national de sécurité, l'a lâché quand il a déclaré que les Soviétiques doivent choisir: "Changer leur système communiste dans le sens de l'Ouest ou rentrer en guerre. Il n'y a pas d'alternative". Une 3ème guerre mondiale, nucléaire, c'est effectivement la terrifiante menace que font peser sur l'humanité les impérialistes. Et ils ont déjà fait du Salvador le front le plus avancé de leur campagne de guerre antisoviétique.

Clairement, notre place est résolument aux côtés des travailleurs et paysans du Salvador, en soutien à leur lutte contre la junta appuyée par l'impérialisme. Seulement ainsi il sera possible de construire un mouvement pour défendre l'URSS et défaire les machinations contre-révolutionnaires de l'impérialisme US.

*Arrêt de toute aide, militaire et économique, à la junta du Salvador! Reagan, bas les pattes devant le Salvador! Victoire militaire aux insurgés de gauche! La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador!*

C'est derrière ces mots d'ordre que nos camarades américains de la Spartacist League et de la Spartacus Youth League ont rassemblé, dans la citadelle impérialiste, des centaines de manifestants sur plusieurs campus et qu'ils s'approprient à en réunir plusieurs centaines dans leur cortège anti-impérialiste à la marche sur Washington le 3 mai.

En France, les organisations ouvrières y compris l'"extrême gauche", bien qu'en ayant les forces, n'ont mené aucune réelle campagne pour construire de puissantes mobilisations contre la campagne de guerre impérialiste (exception faite — si l'on veut — de la manifestation du 25 février organisée par l'"extrême gauche", plus symbolique qu'autre chose, d'ailleurs restée sans suite et hors de toute campagne systématique). Les pseudo-révolutionnaires dans les derniers mois n'ont été obnubilés que par les élections et la sacro-sainte "unité"!

La LCR de Krivine évoque dans sa presse le Salvador comme un nouveau Vietnam. Mais où donc a été la campagne, où donc sont les mobilisations qu'au moins lors de la guerre du Vietnam elle avait organisées. La LCR a mené une campagne très active autour des élections. Mais comme Krivine l'expliquait lui-même de meeting en meeting, il n'était là que "pour dire des généralités et des banalités: combattre la division PCF-PS pour battre Giscard". Pas question de se servir de la campagne électorale pour sensibiliser et mobiliser pour le Salvador et contre les menées impérialistes!

D'ailleurs, comment Krivine aurait-il pu dénoncer les menées impérialistes, lui qui répète partout que nous en sommes toujours au temps heureux de la "détente"! Non seulement la direction de la LCR veut ignorer l'objectif fondamental réel de l'impérialisme — l'URSS —, mais elle appelle à son désarme-

ment unilatéral, au moment même où l'impérialisme se réarme, et pas simplement idéologiquement, mais aussi *militairement!* Nombreux sont les militants de la LCR qui veulent la victoire des rebelles salvadoriens. Bien, mais c'est en contradiction totale avec le mot d'ordre pacifiste de 3ème camp de désarmement unilatéral. Il faut au contraire que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique se renforce militairement face à la campagne belliciste de l'impérialisme, et nous voulons voir des armes soviétiques et cubaines dans les mains des insurgés de gauche salvadoriens.

Et nous dénonçons avec vigueur et rage la politique stalinienne criminelle de "coexistence pacifique" qui les laisse aujourd'hui sans aide. C'est d'ailleurs un mensonge et une capitulation devant le bureaucrate stalinien Castro que de prétendre, comme l'a fait Bensaïd (intervenant au nom du Secrétariat unifié (SU) de la soi-disant "IVème Internationale") à la "Fête de l'unité" organisée par la LCR les 11 et 12 avril, que "tout prouve que la direction cubaine, en ce qui concerne la révolution en Amérique centrale, a apporté son aide et sa défense à la révolution centrale-américaine". En fait, tout prouve le contraire (*Rouge* n°964 du 10-16 avril explique lui-même que les accusations américaines à propos d'une ingérence aussi bien soviétique que cubaine ne sont que des mensonges).

Depuis quelques semaines, le mot d'ordre "Tout pour la victoire du FMLN" jusqu'alors affiché dans *Rouge* a été mis en sourdine. L'accent est désormais plutôt mis sur la "solution politique" et l'"autodétermination":

"Et si le FMLN et le FDR ne ferment pas la porte à la possibilité de négociation avec les Etats-Unis, ils le font sur la base de l'arrêt de l'aide américaine à la junta et du respect du peuple salvadorien à l'autodétermination. (...)

"Pour empêcher l'impérialisme US de retourner la situation en faveur de la junta, il faut bâtir un front anti-impérialiste contre toute intervention américaine. C'est la tâche de l'heure. Et c'est ce qu'attendent de nous les dirigeants de la guérilla et les masses populaires d'El Salvador."

— *Rouge* n°959, 6-12 mars

Mais ce n'est pas suffisant de s'opposer à l'intervention US. L'appel à l'autodétermination est même un dangereux trompe l'oeil. La question centrale au Salvador est celle d'une guerre civile entre les masses exploitées et opprimées d'un côté et la classe dominante de l'autre. Contrairement au Vietnam, la classe dirigeante salvadorienne utilise ses propres forces armées contre les guérilleros. Elle a montré dans le passé sa capacité à faire elle-même sa propre police, notamment en 1932 quand elle a assassiné 30.000 ouvriers et paysans sans aide significative des USA. Et elle peut bien aujourd'hui être capable d'en faire de même. Et que fera le "front anti-impérialiste contre toute intervention américaine" que souhaite construire la LCR si une telle chose arrivait? Axer la campagne sur la "non intervention" et l'"autodétermination" ne peut conduire qu'à se taire puisque ce serait la junta, par elle-même, qui assassinerait des ouvriers et des paysans! Les trotskystes sont les seuls véritables anti-impérialistes; c'est pourquoi nous voulons que les insurgés de gauche gagnent la guerre civile, qu'ils battent la junta et ses protecteurs impérialistes!

La direction de la LCR s'adapte en fait à la politique du FDR, ou comme dirait *Rouge* elle fait "ce qu'attendent d'eux les dirigeants de la guérilla". Hier quand le FMLN et le FDR parlaient d'"offensive finale", elle appelait à la "victoire du FMLN"; si aujourd'hui elle met au rencart ce mot d'ordre pour envisager une "possibilité de négociations avec les Etats-Unis" et parler de "respect à l'autodétermina-



Cortège de la LTF à la manifestation Salvador du 25 février

Le Belchevik

tion", c'est que le FMLN/FDR cherche une "solution politique", un compromis avec l'impérialisme et la junta. Comme le déclarait à *Imprecor* (n°97, 16 mars) Alejandro Montenegro membre de l'état-major du FMLN, en réponse à une question sur un éventuel accord avec la junta:

"Néanmoins, nous devons considérer la possibilité du dialogue, mais alors sur la base de son incidence sur la situation politique et militaire, en tant qu'organisation d'avant-garde. (...) le FMLN doit adopter une telle attitude flexible et ne fermer à aucun moment toutes les portes. Je crois que le Front en est capable. Si nous nous enfermons dans un schéma préétabli, nous pourrions courir le risque, au lieu d'obtenir la victoire, de récolter la défaite..."

Fait significatif: *Le Monde* du 24 avril expliquait que la guérilla était toujours puissante et active malgré 3 mois de contre-offensive menée par la junta. Le lendemain, le même journal rendait compte d'un communiqué du FMLN offrant à la junta de négocier: "Dans un communiqué publié jeudi 23 avril, le FMLN se déclare disposé à suspendre ses opérations armées si des pourparlers peuvent s'engager avec la junta au pouvoir". Bensaïd, en tant que représentant du SU, déclarait démagogiquement lors de la "Fête de l'unité" que personne n'avait de leçons à donner à la direction des insurgés et qu'il fallait la soutenir sans critique. Mais que sont donc en train de faire le FDR et le FMLN si ce n'est de monnayer le rapport de forces que les insurgés ont imposé par la lutte armée en échange d'une "solution politique", si ce n'est de vendre les ouvriers et paysans salvadoriens pour réaliser un compromis avec la junta et l'impérialisme! Comme nous l'avons toujours expliqué, le FDR/FMLN ne peut qu'amener à des défaites pour les travailleurs salvadoriens. Le FDR est un front populaire contenant des politiciens bourgeois qui il y a encore peu de temps étaient même membres de la junta et qui sont responsables au même titre que Duarte des milliers d'ouvriers et de paysans massacrés. Il faut être un capitulaire indécrottable pour attendre autre chose d'une telle alliance de collaboration de classes que la défaite! Toujours à la "Fête de l'unité", parlant pour la LCR, Weber a poussé la capitulation jusqu'à justifier un tel front populaire, en déclarant cyniquement que "la deuxième leçon [du Salvador], c'est l'importance de la politique des alliances. Pour vaincre l'oligarchie agro-industrielle dans ces pays, soutenue par l'impérialisme américain, il est indispensable de la diviser et de l'isoler. Et ça, seulement une politique d'alliances hardies permet de le faire". Ça, pour être "hardie" la politique d'alliance du FDR et du FMLN, elle l'est. Au point de chercher un compromis... avec la junta!

Détruire les illusions dans l'alliance avec les bourgeois "démocrates" et les officiers "patriotes"; appeler à la rupture avec la bourgeoisie; indiquer la voie de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, et pour l'embrasement de l'Amérique centrale par la révolution prolétarienne. Voilà les tâches des trotskystes. Pour les masses du Salvador, il n'y a pas d'autre voie pour balayer la junta de bouchers soutenue par l'impérialisme ■

# Cuba: 21 ans de règne bureaucratique

Au Salvador, la guerre froide impulsée par l'impérialisme américain contre l'Union soviétique se transforme en guerre chaude: Reagan est décidé à faire du Salvador un test sanglant de sa campagne antisoviétique. L'*Economist*, porte-parole de la City anglaise, se préoccupe ouvertement d'une guerre par procuration entre les Etats-Unis et l'Union soviétique au Salvador, par Cuba interposé. La France de Giscard se voit entraînée dans le sillon de l'impérialisme yankee, même aux dépens de ses intérêts économiques à court terme en annulant un très gros contrat avec Cuba, son quatrième client en Amérique latine (voir "Giscard boycotte Cuba. Défense de Cuba! Levée du boycottage!" *Le Bolchévik* n° 24, avril). Le mot d'ordre de la tendance spartaciste internationale (TSI) "La défense de Cuba et de l'Union soviétique commence au Salvador!" n'en est que plus actuel.

Face à la vision d'une Amérique latine enflammée par des insurrections contre les dictatures en place, et suite au renversement de Somoza par les sandinistes au Nicaragua, une exacte évaluation du rôle de la direction cubaine et de la nature de l'Etat cubain devient de plus en plus importante pour des révolutionnaires. Cuba sous la direction de Fidel Castro représente-t-il le véritable socialisme, un foyer militant prêt à exporter la révolution partout, du Nicaragua et du Salvador jusqu'en Ethiopie?

Cuba présente en réalité les mêmes caractéristiques que l'Etat issu de la contre-révolution politique stalinienne en URSS: un Etat dirigé par une caste bureaucratique petite-bourgeoise qui s'appuie sur ce fantastique acquis ouvrier que sont les formes de propriété prolétariennes (la collectivisation des moyens de production) et qui usurpe le pouvoir politique à la classe ouvrière. Dans l'Etat ouvrier déformé cubain comme en URSS, la tâche centrale des trotskystes est de construire un parti révolutionnaire léniniste luttant sur le programme de la révolution politique, c'est-à-dire pour le renversement par la classe ouvrière de la bureaucratie stalinienne castriste et pour la défense des acquis ouvriers.

## Débat dans le SU: liquidation totale ou partielle?

Depuis maintenant 20 ans, la question de Cuba continue d'être au centre d'âpres débats dans le mouvement se réclamant du trotskysme. Et elle vient à nouveau hanter le Secrétariat unifié (SU) de la soviétisant IVE Internationale (auquel la LCR de Krivine est affiliée), opposant une nouvelle fois Mandel et le SWP américain.

Le SWP ne cesse de rabâcher que la direction cubaine est la direction révolutionnaire par excellence, allant jusqu'à prétendre que Fidel Castro peut résoudre le problème de la direction révolutionnaire dont notre époque a besoin. Le mieux est de laisser la parole aux dirigeants du SWP Jack Barnes et Mary-Alice Waters:

"J'ai lu aussi la presse de la secte spartaciste. 'Salut à l'Armée rouge!' était le titre principal du premier numéro de leur journal après l'intervention soviétique [en Afghanistan] (...). Bien entendu, cela n'est pas la position des marxistes-révolutionnaires américains, canadiens, australiens ou néo-zélandais. Mais cela m'a fait réfléchir à la logique politique incroyable qu'on pourrait tirer de quelques-unes des hypothèses dont nous partions. Il fallait qu'il y ait quelque chose de faux dans notre façon d'aborder les questions [le SWP soutenait alors l'intervention soviétique, mais sur la base du soutien à la "révolution afghane" et à l'autodétermination et surtout pas en défense de l'URSS].

"En même temps que je réfléchissais à ces questions, j'ai commencé aussi à réfléchir à la position des Cubains sur les événements d'Afghanistan. Leur position était différente de la nôtre (...). Cela me préoccupait. Quand nous avons une divergence politique avec la direction cubaine, il faut s'arrêter, réfléchir, et reconsidérer notre position."

— "Correction de quelques erreurs sur l'Afghanistan", Jack Barnes, *International Information Bulletin* n° 4 in 1980, décembre 1980

"Ce fait, l'existence d'un pouvoir d'Etat révolutionnaire [Cuba] qui met en pratique une politique étrangère internationaliste et prolétarienne, est une des

caractéristiques les plus fondamentales de la situation politique mondiale aujourd'hui."

— "Direction révolutionnaire au pouvoir: ce que nous pouvons apprendre de Lénine, de Castro et du FSLN", Mary-Alice Waters, *International Information Bulletin* n° 3 in 1980, septembre 1980

"L'existence de ce courant [castriste] et les nouveaux pas en avant qu'il fait aujourd'hui sont décisifs, comme l'avait dit Joe Hansen, pour surmonter la question la plus importante de l'humanité — la crise de la direction prolétarienne."

— "Marxisme et lutte de classes aujourd'hui", Jack Barnes, *Ibid.*

Et pour finir, une nouvelle fois Jack Barnes:

"Au congrès de 1961 du SWP, Morris Stein, un des vieux dirigeants expérimentés du parti, expliqua à un courant minoritaire dans le SWP qui s'opposait à la reconnaissance des réalités de Cuba, que la direction de Castro était supérieure à celle des bolchéviks, si on laisse de côté Lénine, Trotsky, Sverdlov, et des gens comme ça."

— *International Socialist Review*, février 1979

Faut-il ajouter que le "courant minoritaire obtus" n'était rien d'autre que le noyau qui allait former la tendance spartaciste internationale!

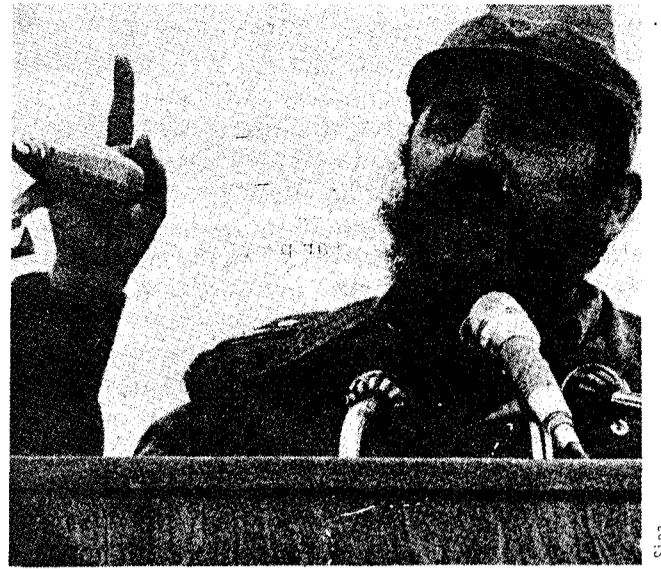
Le SWP prend modèle sur Castro y compris pour justifier cet abject légalisme qui caractérise cette organisation réformiste. Dans son discours pour le 20ème anniversaire de la révolution cubaine, Barnes développe l'explication suivante à propos de son procès sur les infiltrations, vols, provocations, etc. du gouvernement à l'égard du SWP, procès au cours duquel le SWP a renoncé explicitement à toute idée que la révolution prolétarienne pourrait s'accompagner d'une quelconque violence:

"La direction castriste a commencé sa lutte, non pas en prenant les armes, mais en faisant quelque chose que nous avons imité 20 ans plus tard — ils ont intenté un procès au gouvernement. Quand Batista a fait son coup d'Etat en 1952, Fidel a eu recours à la loi."

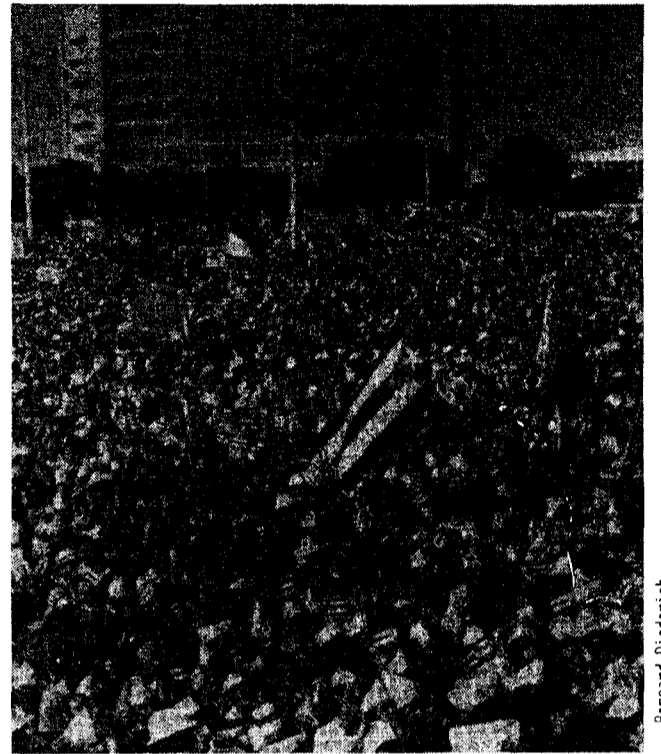
— *Ibid.*

Le soutien inconditionnel et admiratif du SWP à Castro n'est contradictoire avec son légalisme réformiste qu'en apparence. Leur dénominateur commun est le rejet de la lutte pour la révolution prolétarienne (politique à Cuba, sociale aux Etats-Unis). De plus — et paradoxalement — soutenir Castro est, pour le SWP, un moyen de ne pas se placer dans le camp de l'URSS qui est la cible principale de son propre impérialisme. En effet, le SWP (et dans une moindre mesure les partisans de Mandel dans le SU) veut voir dans Cuba une espèce de "3ème camp"; ainsi explique-t-il qu'il y a "des divergences inconciliables entre les castes bureaucratiques au sein du bloc soviétique et le régime prolétarien révolutionnaire à Cuba" (*International Press*, 9 février). Soutenir Castro présente comme un adversaire des bureaucrates du Kremlin (ce qui n'est d'ailleurs qu'une grossière stupidité) n'est qu'une autre façon pour le SWP réformiste d'exprimer ses sentiments antisoviétiques, tout en cherchant à capitaliser à son profit les sentiments favorables à Cuba dans la gauche et les milieux libéraux.

Apparemment, le débat actuel dans le SU tourne autour de la question de savoir si Cuba reste un Etat ouvrier "sain" ou s'il présente des déformations bureaucratiques. La majorité mandélienne reprend dans les faits la position qui était celle du SWP en 1963: Cuba est un Etat ouvrier auquel manqueraient *seulement* (sic) les formes de la démocratie ouvrière. Si Mandel porte des critiques — fraternellement s'entend! — au soutien de Castro à des régimes réactionnaires en Amérique latine (notamment le Pérou) ou au dictateur éthiopien Mengistu (l'aidant à noyer dans le sang la lutte de libération nationale de l'Erythrée), le SWP explique que "ce n'est pas le boulot de Castro de renverser le roi d'Espagne, ni d'organiser les masses pour éliminer la bourgeoisie mexicaine. Son boulot, c'est de manoeuvrer avec les gouvernements impérialistes et semi-coloniaux (...)" (Mary-Alice Waters, "Direction révolutionnaire au pouvoir: ce que nous pouvons apprendre de Lénine, de Castro et du FSLN").



Sipa



Bernard Diederich

Mais les deux partenaires du SU sont d'accord sur l'essentiel: Cuba est un Etat ouvrier plus ou moins "sain"; ce n'est pas un Etat ouvrier déformé; et ils rejettent avec la même horreur toute idée de construire un parti trotskyste à Cuba, toute lutte pour la révolution politique ouvrière. Le même "débat" a déjà eu lieu à propos du Vietnam. La majorité mandélienne considérait que la direction stalinienne vietnamienne (responsable du meurtre des trotskystes vietnamiens) avait quand même "assimilé l'essence de la révolution permanente", tandis que le SWP avait une position plus "orthodoxe". Si les positions sont aujourd'hui inversées, ce n'est pas bien important; tous deux étaient d'accord, là aussi, sur l'essentiel: ne construire en aucun cas un parti indépendant au Vietnam (ce qui produisit un rien d'embarras parmi le groupe vietnamien affilié au SU).

Si Barnes croit Castro capable de résoudre la crise de la direction révolutionnaire, Mandel ne vaut guère mieux. Donnons à ce propos la parole au dirigeant mandélien de la LCR Daniel Bensaïd, qui bien souvent met les points sur les i de la politique du SU. S'exprimant au nom du SU devant le "congrès mondial" du bloc Lambert/Moreno, Bensaïd, aux critiques portées par l'OCI au SWP, a fait, selon l'hebdomadaire de l'OCI, la réponse suivante (à laquelle le SU n'a apporté à ce jour aucun démenti):

"Oui, il y a des divergences entre Mandel et le SWP. Mais avec les camarades du SWP, et par-delà les multiples discussions, l'attitude commune par rapport au Nicaragua a vérifié les accords de la réunification [de 1963 entre Mandel et le SWP] et sur Cuba. "Les déformations bureaucratiques de l'Etat cubain se sont approfondies, mais il n'y a pas eu contre-révolution politique, et c'est pourquoi il n'y a pas nécessité de révolution politique. Bien sûr, nous avons un programme distinct de celui de la direction castriste, mais comme l'Opposition de gauche en 1927, quand elle était encore membre de l'Internationale communiste."

— *Informations Ouvrières*, n° 981, 3-10 janvier

On attend donc avec une certaine impatience que le SU cherche à s'affilier à la Conférence des pays non-alignés que préside un certain Fidel Castro — comme "Opposition de gauche" évidemment!

L'opposition conjointe du SWP et de la majorité mandélienne à la construction des partis trotskystes va jusqu'à approuver l'expulsion des membres de la Brigade Simon Bolivar, alors appartenant à la même organisation (voir "Le spectre du trotskysme au Nicaragua" dans ce numéro). Le SWP justifiait dans les années 60 la répression contre les trotskystes cubains par Guevara, qui a fait détruire les plaques d'impression pour une édition de "La Révolution permanente" de Trotsky et qui a emprisonné les trotskystes affiliés, par l'intermédiaire du Bureau latino-

américain de Posadas, à l'organisation internationale de Mandel.

Les origines de la TSI remontent à la lutte de nos camarades de la Revolutionary Tendency qui s''était formée contre la capitulation honteuse de la direction du SWP devant le soutien des pablistes à Castro. Mais il fallait aussi combattre l'"orthodoxie" stérile de Healy et de l'OCI qui, après avoir lutté contre la destruction de la IVe Internationale au début des années 50, ont simplement inversé, par peur de capituler, le raisonnement pabliste en prétendant que, parce que la direction castriste n'est pas léniniste, Cuba reste capitaliste — et ce, pendant près de 20 ans dans le cas de l'OCI. C'est à travers cette lutte que nos camarades ont pu élaborer une analyse trotskyste de la formation de l'Etat cubain, ce qui a permis de façon rétroactive de comprendre les révolutions chinoise et yougoslave (et plus généralement la question du stalinisme), et remédier ainsi à une des faiblesses les plus importantes des trotskystes qui avaient lutté contre le révisionnisme pabliste.

Au moment de leur arrivée au pouvoir, Castro, Guevara et leur équipe sont des nationalistes petits-bourgeois, des démocrates jacobins radicaux, dont le programme ne dépasse pas la réforme agraire et l'indépendance nationale. Le gouvernement mis sur pied en 1959 après la chute du dictateur Batista, comprend des éléments bourgeois à des postes clés. Mais dans toute la période immédiatement après janvier 1959, la seule force armée à Cuba est l'armée guérilliste basée sur la paysannerie, et c'est sur cette force que repose le gouvernement mis en place. Le contrôle de l'armée, et donc du régime, est aux mains des castristes: des petits-bourgeois, par nature politiquement instables, qui ne se sont pas encore déterminés à défendre une forme spécifique de propriété, capitaliste ou prolétarienne. C'est pourquoi il n'y a pas pendant cette période (et ce jusqu'à l'automne 1960) d'Etat au sens marxiste du terme, c'est-à-dire une formation attachée à la défense d'une forme spécifique de propriété.

Mais dans les 18 mois qui suivent l'entrée de l'armée rebelle à la Havane le jour de l'an 1959, l'impérialisme américain, au lieu de pactiser avec la direction castriste (comme de Gaulle le fera avec Ben Bella et Boumediène, faisant ainsi que l'Algérie soit toujours aujourd'hui un Etat bourgeois), augmente la pression, en particulier en refusant d'acheter du sucre cubain. (En ce qui concerne le développement de la révolution cubaine, voir en particulier "Cuba: 16 ans de règne bureaucratique", Spartacist édition française n°12, novembre 1976 et "For Workers Political Revolution in Cuba!", Workers Vanguard n°223 et 224, 19 janvier et 2 février 1979). En réponse, la direction castriste se voit obligée d'exproprier la bourgeoisie si elle veut vraiment maintenir ses réformes.

La révolution cubaine prouve que, même pour une direction qui a commencé son insurrection avec une perspective ne dépassant pas un radicalisme petit-bourgeois, une véritable réforme agraire et l'émancipation du joug yankee sont impossibles sans la destruction de la bourgeoisie en tant que classe. Dans des conditions exceptionnelles dues à l'effondrement du régime de Batista et en l'absence d'une classe ouvrière puissante capable de lutter pour le pouvoir en son nom propre, la direction castriste a été poussée par la pression hostile de l'impérialisme US à créer un Etat ouvrier déformé à partir des expropriations massives de l'automne 1960. Un Etat, donc, dont le régime reproduit de plus en plus celui de l'URSS dégenéré au fur et à mesure que les castristes consolident un appareil d'Etat bureaucratique. L'évolution de la direction castriste de radicaux petits-bourgeois en gérants d'un Etat ouvrier déformé confirme la caractérisation que Trotsky a faite des staliens russes comme une *caste petite-bourgeoise* basée sur les formes de propriété établies par la Révolution d'Octobre.

Mais il ne faut pas confondre les origines de la bureaucratie en Union soviétique, où elle fut le produit de la dégénérescence de la démocratie ouvrière incarnée dans les soviets et le parti bolchévique, avec les origines de la bureaucratie à Cuba où il n'y avait ni l'un ni l'autre. Staline a gagné sa position dominante en devenant le porte-parole d'une couche privilégiée et en se faisant le champion de ses efforts pour s'élever au-dessus des ouvriers; il devint, comme le dit Trotsky, un "bonaparte soviétique". Mais à Cuba il n'y avait pas de soviets, pas de parti léniniste. Dès le début de la révolution, le pouvoir politique est aux mains d'un petit cercle autour du *líder máximo*. A Cuba, c'est le bonaparte qui impulse une bureaucratie, et non les pressions d'une couche bureaucratique qui produisent le bonaparte.

Ceux qui aujourd'hui cherchent un point qualitatif de dégénérescence dans la révolution cubaine n'y arrivent pas — pour la bonne raison que Cuba devint un Etat ouvrier déformé bureaucratiquement dès l'expropriation de la bourgeoisie. Il ne faut chercher le moment décisif de la formation de l'Etat ouvrier déformé ni dans telle ou telle nationalisation en tant que telle, ni dans la fusion avec le PC cubain, ni dans l'alignement quasi-total sur la politique de l'Union soviétique dans les années 60, mais plutôt dans le moment où,

le dos au mur, la direction castriste fait le choix décisif et refuse de capituler devant la pression impérialiste, *même si* cela signifie l'expropriation de la bourgeoisie et la rupture avec les éléments bourgeois. C'est au moment où la direction castriste choisit consciemment de défendre des formes de propriété non-capitalistes, au moment où elle ne peut plus reculer, qu'il faut dater la naissance de l'Etat ouvrier déformé à Cuba.

La scission qui a détruit la Quatrième Internationale dans les années 1951-54 provenait du fait que l'équipe dirigeante de Pablo, Mandel, Frank et Maitan a érigé en théorie son désir non-révolutionnaire de chercher, comme force motrice de l'histoire, des forces non-prolétariennes (baptisées plus tard "nouvelles avant-gardes"): dans les années 50 les partis staliens, ensuite des mouvements nationalistes petits-bourgeois, des étudiants, et ainsi de suite.

Les organisations qui à l'époque se sont regroupées derrière le SWP — alors trotskyste — de James P. Cannon avaient résisté à cette tentative de liquidation, bien que très partiellement. Mais au moment de la révolution cubaine, le SWP découvre en Castro un "marxiste naturel". La prise du pouvoir par la clique Castro/Guevara favorise alors la réunification de 1963 et la formation du Secrétariat unifié, dont parlent aujourd'hui si fièrement Mandel et Cie. Et ils n'ont pas tort, car la réunification de 1963 marque la capitulation du SWP devant le pablisme de Mandel.

Car, quoiqu'en ait pu dire le SWP quand il tonnait plus tard, au début des années 70, contre le guérillisme, la base essentielle de la réunification est le soutien enthousiaste au guérillisme comme force révolutionnaire. Le document de réunification, écrit par le SWP, proclamait:

"13) Sur le chemin d'une révolution commencée par de simples revendications démocratiques et se terminant par la destruction des rapports de propriété capitalistes, l'organisation de la guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute. C'est là une des leçons principales à tirer de l'expérience de l'après-guerre. Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux."

— cité dans Pierre Frank, La Quatrième Internationale

### La lutte contre la capitulation devant Castro

C'est à cette époque que la Revolutionary Tendency, précurseur de la tendance spartaciste internationale apparaît dans le SWP, en opposition à la capitulation de la direction du SWP devant le castrisme (et, de façon plus générale, devant le pablisme et le nationalisme petit-bourgeois). Aux thèses de réunification ci-dessus citées, nous avons opposé un document, "Vers la renaissance de la IVème Internationale":

"13. La révolution cubaine a mis à jour les vastes incursions du révisionnisme dans notre mouvement. Sous prétexte de défendre la révolution cubaine, en soi une obligation pour notre mouvement, on a soutenu à fond et de manière inconditionnelle et non-critique la direction de Castro, en dépit de sa nature petite-bourgeoise et de sa conduite bureaucratique. (...)

"15. L'expérience depuis la deuxième guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien. (...) La révolution coloniale ne peut avoir une signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Introduire un révisionnisme stratégique au sujet de la direction prolétarienne de la révolution est pour des trotskystes une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux exprimés en même temps en faveur de "la construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux."

— reproduit dans Spartacist, édition française n°8, février 1975

La direction du SWP a pour ainsi dire apporté sa dot à la réunification avec l'exclusion en 1963 de notre tendance, opposée à la capitulation du SWP devant Castro.

En 1963 c'était le SWP qui capitulait devant Mandel et Cie et devenait une organisation centrisme. Au cours des années 60-70, les dirigeants du SU se montraient plus royalistes que le roi, en prônant la formation de guérillas partout, voire en intégrant des groupes guérillistes comme sections du SU (en Argentine par exemple). Les anciens de la LCR se souviendront certainement qu'en préparation du Xème congrès mondial, Mandel écrivit vers 1973 que "les batailles de classe décisives" auraient lieu en Europe dans les cinq années à venir. Mais 1978 n'a pas vu ces batailles de classe décisives; on a plutôt vu un tournant à droite de la vie politique en général. La logique de la politique pabliste d'alors s'exprime parfaitement dans les espoirs d'un Livio Maitan de tenir le prochain congrès mondial du SU à La Paz dans une Bolivie socialiste (avec, il faut le supposer, une énorme photo de Livio lui-même à la place ou aux côtés de celle du Che) et dans les divagations d'un Bensaïd sur les tupamaros comme modèle du parti "révolution-

naire", que "l'histoire nous mord la nuque" et qu'"on n'a pas le temps" de construire des partis léninistes "classiques".

Les critiques que le SWP faisait alors des mandéliens exprimaient non pas une quelconque "orthodoxie" sur la question de la construction du parti trotskyste, mais tout bonnement sa peur de froisser sa "propre" bourgeoisie en soutenant trop bruyamment les guérillas. C'est ainsi que le SWP refusait carrément d'appeler à la défaite de la bourgeoisie américaine au Vietnam et qu'il a mis en veilleuse son enthousiasme pour Castro pendant un certain temps, ou, pour reprendre la belle expression du dirigeant du SWP Jack Barnes, de "négliger" Cuba. Pendant que la majorité mandélienne scandait "Ho Ho Ho Chi Minh, Che Che Guevara" dans les manifestations — époque où Krivine écrivit tout un livre pour dénoncer "la farce électorale" (ce sont des temps bien révolus, n'est-ce pas?) —, le candidat du SWP à la présidence américaine; Fred Halstead, répondait à une question qu'il "ne savait pas" s'il était ou non en faveur de la victoire du FNL! C'est ce refus d'appeler nettement à la défaite de sa "propre" bourgeoisie qui marque la transformation du SWP en organisation réformiste.

Aujourd'hui, on entend un autre son de cloche. Dans les luttes qui ont divisé le SU entre 1968 et 1977, c'est le SWP qui, finalement, a gagné. Avec l'échec total des mouvements de guérilla en Amérique latine (ce n'était qu'après la mort de milliers de jeunes militants courageux qui suivaient une ligne parallèle à celle préconisée par le SU que Mandel et Cie firent une "autocritique" sur l'Amérique latine), la victoire de la droite au Portugal et l'éclatement ou le renversement des fronts populaires (Chili, France), les mandéliens sont devenus des guérillistes bien assagis. Avec la relance de la guerre froide, temporairement mise en veilleuse par les impérialistes américains après leur défaite cinglante au Vietnam pour se donner un peu de temps pour regrouper leurs forces, c'est aujourd'hui la ligne politique du SWP qui domine de plus en plus au sein du SU. En Grande-Bretagne, la direction de l'IMC soutient à fond une campagne totalement pacifiste pour le "désarmement" et soutient la "gauche" du Labour Party, peut-être pour préparer le terrain à un nouvel entrisme; en Allemagne, c'est l'écologie et le soutien à fond au SPD; même en Suède, autrefois une des sections les plus à gauche du SU, on voit la publication d'un article scandaleux sur la Pologne sous le mot d'ordre de Boukharine, "Paysans enrichissez-vous" (*Internationalen*, 29 janvier). Quand la majorité du SU appelle au désarmement unilatéral de l'URSS, elle ne fait que suivre la ligne tracée par le SWP.

### La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador

Depuis 20 ans seule la tendance spartaciste a été capable d'analyser le développement de la révolution cubaine en termes marxistes. Car si Cuba était un Etat ouvrier déformé dès le début, il fallait poser la question de la révolution politique à travers des mots d'ordre de transition — comme par exemple "Rendre les ministres responsables devant les organisations démocratiques ouvrières et paysannes et révoquables par elles", afin d'essayer d'utiliser "l'ouverture" (laquelle a disparu bien vite, d'ailleurs).

Face aux attaques de la bourgeoisie et des impérialistes, une des tâches principales des révolutionnaires c'est la défense intransigeante de l'Etat ouvrier cubain contre l'impérialisme, le soutien militaire aux mouvements nationalistes petits-bourgeois en lutte contre leur bourgeoisie, tels les sandinistes ou les insurgés de gauche du Salvador. Cela est d'autant plus vrai dans une situation mondiale où l'impérialisme cherche à s'attaquer à l'Union soviétique par le truchement de ces mouvements.

## Commandez

UNE  
BROCHURE  
DE LA  
LIGUE  
TROTSKYSTE  
DE FRANCE



Adresse :

LE BOLCHEVIK  
B.P. 135 10  
75463 PARIS CEDEX 10

Prix : 5F

# Le Nicaragua sur la corde raide

Suite de la page 12

de propriété capitaliste, mais une véritable révolution ouvrière dirigée par un parti trotskyste.

Reagan a dit que le Nicaragua est d'ores et déjà "perdu au profit du marxisme". S'il jouait à l'Eisenhower, il pourrait contraindre la direction sandiniste petite-bourgeoise à aller plus loin qu'elle n'en avait l'intention et exproprier la bourgeoisie. Cela pourrait aussi amener une scission dans le FSLN. La fraction dominante au moment de sa victoire, appelée *terceristas* (partisans d'une troisième voie), était pour une alliance stratégique avec la "bourgeoisie anti-Somoza". Mais pourquoi donc l'administration Reagan doit-elle faire cela, pourquoi ne peuvent-ils être conciliants ? C'est clairement parce qu'ils ne veulent céder aucun territoire à la révolution prolétarienne. Ils comptent évidemment s'occuper des sandinistes de façon militaire, dans la foulée de l'écrasement des plus radicales forces de gauche et d'ouvriers et paysans du Salvador. Si dans le cas de Cuba il y a eu une certaine part de mauvais calcul de la bourgeoisie, dans le cas présent Washington s'est embarqué dans une campagne à grande échelle, conçue globalement et dirigée contre son objectif principal — l'Union soviétique. Alors n'allez pas penser que ça ne peut pas arriver là-bas. Il n'est pas du tout impossible qu'une force d'invasion soutenue par la CIA aille tout casser. La seule véritable préparation pour y faire face est la mobilisation révolutionnaire.

## Le gouvernement sandiniste/bourgeois

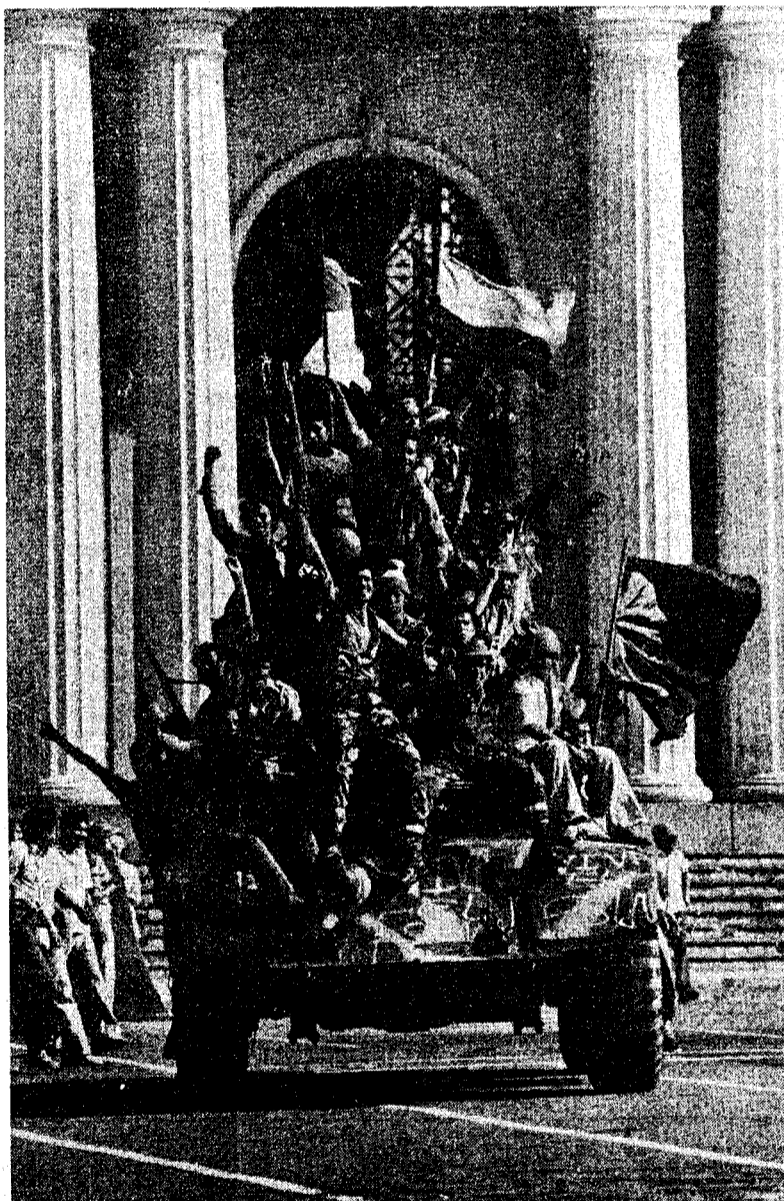
Le Nicaragua se trouve donc dans un contexte semblable à la situation de Cuba en 1959, mais ce n'est pas forcément clair où ça va aboutir. Je voudrais donc survoler l'histoire des derniers dix-huit mois, depuis le 19 juillet 1979, pour voir ce que le FSLN a tenté de faire. Tout d'abord, dans la période précédant immédiatement le renversement de Somoza, début juillet 1979, un accord a été conclu avec la bourgeoisie anti-Somoza à San José au Costa Rica. C'était essentiellement un programme pour préserver le capitalisme sans Somoza ; il comprenait un Conseil d'Etat avec une majorité bourgeoise, et l'assurance que l'armée serait conservée sous une forme ou une autre. Spécifiquement, les officiers et soldats "honnêtes" de la garde nationale qui n'avaient participé à aucun des massacres seraient intégrés dans la nouvelle armée. Pour finir, il comprenait des provisions pour une économie "mixte", garantissant la propriété privée des moyens de production. Seules les propriétés de Somoza et de ses acolytes devaient être nationalisées.

C'est l'accord qu'ils avaient alors qu'ils étaient à deux doigts de prendre le pouvoir. Cependant, par la suite, il y eut une modification importante et immédiate. La garde nationale s'est désintégrée dès que Somoza a quitté le pays. Ils ont fait un calcul très simple : 50.000 personnes étaient mortes au cours de cette guerre, et l'armée ne comptait que 5.000 hommes. Donc, pour chaque homme de la garde nationale, il y avait dix veuves ou mères qui voulaient sa peau. Aussi se sont-ils carapatés au Honduras, de l'autre côté de la frontière. C'est la première des choses qui ait eu lieu, et la plus fondamentale : à partir de là, le pouvoir effectif a été aux mains de l'armée sandiniste, et l'accord avec la bourgeoisie n'en est pas resté à ce stade.

Néanmoins, il y a eu dès le début une coalition au niveau de la junte et du Gouvernement de reconstruction nationale. En conséquence, parmi les cinq membres de la junte, deux sont bourgeois et non-membres du FSLN. A l'origine, l'un d'eux était Alfonso Robelo, magnat de l'huile de table au Nicaragua, et l'autre Violetta Chamorro, veuve de l'éditeur d'un journal bourgeois anti-Somoza, *La Prensa*. Pedro Joaquín Chamorro avait été assassiné au début de 1978, par des gusanos [cubains en exil] formés par la CIA et aux gages de Somoza. En outre, il y a un certain nombre de forces bourgeoises dans le gouvernement même. Il n'y a pas moins de neuf prêtres dans le gouvernement. Ernesto Cardenal, par exemple, est ministre de la Culture, et Miguel d'Escoto, un prêtre de Maryknoll, est ministre des Affaires étrangères. En outre, on trouve de nombreux techniciens bourgeois de toutes sortes, particulièrement dans les ministères relevant de l'économie. Aussi, au niveau du gouvernement, dans l'exé-

cution de la politique, nous avons dénommé cela un gouvernement sandiniste/bourgeois.

Il n'y a cependant pas actuellement d'Etat bourgeois véritable au Nicaragua au sens marxiste — celui d'une formation de classe attachée à la défense de la propriété privée. Il y a un régime petit-bourgeois, qui est essentiellement l'armée sandiniste, et on est presque obligé d'utiliser le terme "gouvernement" entre guillemets, parce qu'il ne détient pas le pouvoir réel. Mais il représente un engagement de la part des sandinistes à tenter de suivre ce qu'ils considèrent comme la "ligne intermédiaire". C'est la situation telle qu'elle était en août 1979, et elle a continué ainsi dans ses grandes lignes jusqu'en mai dernier. A ce moment les forces bourgeoises ont menacé de sortir du Conseil d'Etat. Comme je l'ai dit, il était prévu que ce conseil ait une majorité bourgeoise, mais entre-temps, les sandinistes avaient redéfini les règles du jeu, et la majorité appartenait alors à des organisations dirigées ou dominées par le FSLN et à la plupart des syndicats indépendants, etc. En conséquence, les deux membres bourgeois de la junte, Robelo et Chamorro, démissionnèrent, et les



Après la chute de Somoza.

représentants capitalistes menacèrent de quitter la première réunion du Conseil d'Etat.

Il y eut une période passablement tendue à ce moment, où le régime était essentiellement réduit à son noyau, un gouvernement sandiniste. Mais la réaction du FSLN fut de choisir deux autres personnalités bourgeoises de plus, Arturo Cruz et Rafael Cordova. Cruz était directeur de la Banque centrale, et ancien responsable de la Banque du développement inter-américain, une banque américaine ; Cordova était membre de la Cour suprême. Tous deux appartiennent au Parti démocratique conservateur, représentant les intérêts des latifundiaires et dont le symbole est un triangle avec l'inscription "Dieu-Ordre-Patrie". Ainsi au niveau politique le FSLN a essayé de maintenir la situation antérieure. Puis, en novembre dernier les forces bourgeoises sont sorties du Conseil d'Etat pour de bon (mais ni Cruz, ni Cordova). La raison officielle donnée pour ce boycottage était que le gouvernement avait annoncé (en août) le report des élections jusqu'en 1985. Entre-temps, les partis capitalistes appelaient à des élections immédiates à une Assemblée

constituante, moyen de déloger les sandinistes du pouvoir.

Il y avait aussi des aspects de plus mauvais augure. Le boycottage fut relié à une grande réunion antigouvernementale organisée par le Mouvement démocratique nicaraguayen, ou MDN, de Robelo, qui consulte toujours le département d'Etat US avant de bouger. Et il est arrivé conjointement avec des complots à l'intérieur du pays visant l'armée sandiniste, et avec des attaques armées partant de l'autre côté de la frontière avec le Honduras. Deux jours avant le meeting du MDN, le vice-président de l'association des employeurs, le COSEP, Jorge Salazar, fut tué alors qu'il résistait à son arrestation par les forces gouvernementales pour complot contre-révolutionnaire. Dans le même temps, d'anciens gardes nationaux de Somoza organisaient une attaque contre un poste frontière. Près d'un mois avant, début octobre, il y avait eu des protestations de masse sous direction réactionnaire de plus d'un millier de personnes qui durant plusieurs jours paralysèrent Bluefields, la plus grande ville du littoral de la mer des Caraïbes, habitée en grande majorité par des Noirs et des Indiens, anglophones. Les manifestants étaient dirigés par un mouvement séparatiste local, et protestaient contre la présence de plusieurs dizaines d'enseignants et de médecins cubains.

## Pas de ligne intermédiaire

Politiquement, le FSLN cherche donc toujours à obtenir un équilibre, mais en même temps la bourgeoisie s'est éloignée de lui, conduisant à une situation précaire où les sandinistes peuvent avoir la main forcée. Pendant ce temps, l'économie du Nicaragua est, de façon écrasante, dans des mains privées. Les chiffres fournis indiquent que 60 à 70% de l'économie se trouve dans le domaine capitaliste privé, plus

même dans des secteurs clés : 75% dans l'industrie de transformation et 80% dans l'agriculture. Et ceci pour 1980, "année de la réactivation économique", où l'argument était qu'il fallait remettre l'économie en marche même en consolidant les capitalistes. Cette année est censée être "l'année de la production et de la défense", où le Nicaragua s'équipe pour résister à une éventuelle invasion contre-révolutionnaire. Et pourtant, dans un récent rapport sur l'économie, le ministre de l'Agriculture, le commandant Jaime Wheelock, dit tout de go que la propriété fondamentale des moyens de production restera la même en 1981.

Dans son discours Wheelock a appelé cela "unité nationale d'un type nouveau". C'est l'axe de la politique du FSLN. C'est du style "nous sommes tous des Nicaraguayens patriotes, nous avons tous combattu Somoza" n'est-ce pas ? Un exemple qui, je pense, saisit bien le caractère du "nouveau Nicaragua" est celui des journaux. Il y a trois quotidiens dans le pays. *La Prensa* est l'organe de l'opposition bourgeoise ; son directeur est un autre Pedro Chamorro. Puis il y a *El Nuevo Diario*, qui donne un soutien critique au régime sandiniste ; son directeur est Xavier Chamorro. Et finalement nous avons le journal du FSLN, *Barricada*, dont le directeur est... Carlos Chamorro. Ça ressemble à "En famille", mais pas pour longtemps.

Sur le plan économique, l'année écoulée, le Nicaragua s'en est fort bien tiré. Le chômage est tombé d'un tiers à 17% de la population laborieuse. La production s'est accrue de 19%. Le plan a été réalisé à 99% — pas mal pour un pays qui sort à peine d'une guerre civile dévastatrice. Dans l'agriculture, les exportations de café et de coton ont approché les ob-

jectifs, et en ce qui concerne la production de denrées alimentaires de base, cela a été la plus grosse récolte de l'histoire du pays. C'est tout à fait remarquable. Comment est-ce possible ? La raison pour laquelle le gouvernement du Nicaragua a pu se maintenir, économiquement parlant, au cours de la dernière période, est qu'il reçoit une aide étrangère en quantité considérable. Pendant que Washington accordait, puis retirait ses 75 millions de dollars, Cuba, l'Union soviétique et des pays européens comme l'Allemagne et la Suède ont porté l'an dernier son total à près de 500 millions de dollars. Et ils avaient des banquiers "américains" ; en septembre dernier, un cartel de 13 banques a renégocié plus d'un demi-milliard de dollars de la dette extérieure du Nicaragua, accordant des taux d'intérêt bas et un moratoire de cinq ans aussi longtemps que Managua accepterait de rembourser sur une base commerciale les prêts contractés par la dictature corrompue de Somoza.

Conclusion : alors que Reagan a adopté une ligne dure à l'égard des sandinistes, non seulement l'admi-

nistration Carter, les Soviétiques, et les sociaux-démocrates "pro-détente", mais aussi les multinationales et les grosses banques impérialistes ont poussé vers la voie algérienne. C'est, bien sûr, ce sur quoi les dirigeants du FSLN comptaient, la base de la "voie intermédiaire" qu'ils espèrent. Mais elle ne met en évidence qu'une chose : le fil tenu auquel sont suspendus leurs espoirs. Une économie si ouvertement capitaliste est bien sûr une arme redoutable dans les mains des impérialistes, en dépit de tout le baratin des sandinistes sur "l'unité nationale". Car dans une épreuve de force, la bourgeoisie nationale ne pourra résister aux pressions de ses maîtres yankees, et elle obéira à l'intérêt commun de la classe capitaliste. Vous voyez, c'est ce qui cloche avec le mythe stalinien de la révolution par étapes ; dans cette époque, il n'y a pas de "bourgeoisie nationale anti-impérialiste", comme le FSLN ne va pas tarder à le découvrir ; aussi ne peut-il y avoir d'"étape anti-impérialiste". En laissant intact le pouvoir économique de la bourgeoisie, les sandinistes favorisent la perspective d'une stabilisation finale de la domination capitaliste.

En outre, non seulement ils préservent l'"économie mixte" capitaliste, mais ils la défendent contre les attaques de la gauche. Voici ce que Jaime Wheelock, leader du FSLN, a dit en s'adressant à un rassemblement de masse de 100.000 personnes sur la Plaza Sandino à Managua, au moment de la tentative de pression de la droite en novembre dernier :

"Si nous voulions leur démontrer à quel point l'idée du sandinisme et de la révolution est populaire, il serait très simple de dire aux travailleurs et aux paysans 'A partir d'aujourd'hui, les haciendas et les usines de ce pays sont à vous. Faites-les marcher'. Et vous saurez comment les faire marcher avec vos mains, votre expérience et votre ferveur patriotique."

Bonne idée, hein ? C'est ce qu'a pensé l'auditoire, car un journaliste chilien, écrivant pour le *Manchester Guardian Weekly* (1er février) a rapporté : "A ce passage il fut interrompu par une formidable ovation et il dut se hâter d'ajouter" :

"Mais ce n'est pas la position d'un dirigeant révolutionnaire qui doit comprendre les choses d'un point de vue national, au-dessus et au-delà des étendards des partis et des manœuvres."

— *El futuro es del pueblo, la burguesía reaccionaria jamás retornará al poder*, 19 novembre 1980

Ainsi, dans l'intérêt de "l'unité nationale" et de la patria, ils ne prendront pas toutes les usines et les haciendas pour les remettre aux travailleurs. Ils appliquent cette politique tout à fait consciemment.

## Travailleurs contre sandinistes

Tout ceci a engendré un certain nombre d'incidents au cours des deux dernières années. Un s'est produit immédiatement après la prise du pouvoir par les sandinistes ; c'est le conflit avec la Brigade Simon Bolivar, dirigée par un pseudo-trotskyiste nommé Nahuel Moreno. On l'a surnommé le Frégoli du mouvement trotskyste, parce qu'il change sans cesse de déguisement. Il apparaît parfois en péroniste, ou en maoïste, etc. ; dans ce cas, il essayait de se faire passer pour sandiniste. En fait, c'était une espèce de combinaison de manoeuvre aventuriste et de tactique de pression réformiste ; mais ils ont organisé plusieurs milliers de travailleurs de la région de Managua qui ont marché sur le siège du FSLN avec de grandes banderoles demandant "Le pouvoir au prolétariat". Il est significatif qu'une telle chose ait pu se produire. La réaction des sandinistes a été d'arrêter les gens, de les interroger et de les expulser à Panama où ils ont été tabassés par la police bourgeoise du général Torrijos. Voilà la première réaction des sandinistes devant une opposition venant de leur gauche.

A peu près à la même époque, ils ont, pour une brève période, fermé un journal dirigé par un groupe anciennement maoïste, le Frente Obrero (Front ouvrier (FO)). Le journal s'appelait *El Pueblo*, et il a été fermé pour avoir appelé à des occupations de terres. Puis ils l'ont autorisé à reparaitre ; mais à l'automne (1979), son rédacteur en chef était arrêté, de même que des militants d'un petit groupe nicaraguayen qui se réclame du trotskysme. La Spartacist League/US a protesté contre ces arrestations. Après quelques semaines de prison, ils ont été relâchés, puis à nouveau la direction du Frente Obrero et le rédacteur en chef d'*El Pueblo* ont été arrêtés, le journal fermé, cette fois pour de bon semble-t-il. Les motifs d'inculpation étaient "possession illégale d'armes" et "sabotage de la production". Qu'est-ce que tout ça veut dire ? Frente Obrero a participé aux combats contre Somoza. D'ailleurs, s'ils n'avaient pas de fusils, ils seraient à peu près les seuls dans le pays à être dans ce cas. "Géner la production" — vous savez ce que c'est : des grèves. Quatre dirigeants du Frente Obrero ont été condamnés à plusieurs années de travaux forcés par la justice prétendument "révolutionnaire" du FSLN.

En février 1980, Frente Obrero a mené une grève à la raffinerie de sucre de San Antonio, la plus grande

du Nicaragua — elle produit 70% de tout le sucre du pays. La réaction du gouvernement fut de briser la grève et d'arrêter plusieurs dirigeants du FO, qui ont été relâchés plus tard. Les apologistes du FSLN sont alors allés claironner comment le conflit avait été "résolu pacifiquement". Cependant, cette même raffinerie de San Antonio s'est remise en grève en novembre sur les mêmes questions, mais cette fois sous la direction du syndicat démocrate-chrétien. Et à nouveau la grève a été brisée par les prétendus révolutionnaires du FSLN.

Il y a une autre organisation, le Parti communiste du Nicaragua, ou PCN, et son groupe syndical, le CAUS (Centre d'action et d'unité syndicale). C'est une scission du Parti socialiste du Nicaragua, le PSN, principal groupe pro-Moscou. Le PCN a eu un temps une coloration maoïste, mais fondamentalement c'est une sorte de groupe dissident pro-Moscou. Il dirigeait plusieurs syndicats du textile dans la capitale. De son côté, le PSN, le poulain de Moscou, contrôlait les ouvriers du bâtiment grâce à son groupe syndical, la CGT-I, Confédération générale du travail-indépendante. En janvier 1980, les ouvriers du bâtiment de Managua et 18 filatures sont entrés en grève contre le gouvernement.

Le FSLN a réagi en faisant arrêter les dirigeants du PCN et du CAUS et en brisant la grève. Détenus plusieurs mois, la plupart ont finalement été relâchés, bien que certains aient été condamnés à un an de prison. Les choses ont mieux tourné pour le PSN, peut-être parce qu'il a rejoint la coalition soutenant le gouvernement, le Front national patriotique.

Le point que je veux faire, c'est que ça bouge sacrément dans la classe ouvrière du Nicaragua. Elle n'est pas très importante, mais, semble-t-il, beaucoup de ses éléments les plus actifs ne sont pas sous le contrôle du mouvement sandiniste. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard. Alors qu'à Cuba les combats contre l'armée de mercenaires de Batista étaient largement confinés aux collines et aux provinces de l'Est, et que l'unique tentative de grève générale a échoué, au Nicaragua il y a eu à plusieurs reprises des arrêts de travail généralisés et des insurrections, pas complètement contrôlées par les sandinistes. Les masses plébiennes ont joué un rôle clé dans l'offensive finale en déclenchant des batailles de rue à Managua et dans d'autres villes alors que les troupes sandinistes régulières étaient coincées dans le Sud. Ce n'est pas si facile de les contrôler alors qu'elles ont joué un rôle actif dans le renversement du dictateur.

Mais si les travailleurs et les pauvres des villes étaient présents dans les combats, c'était comme auxiliaires des guérilleros sandinistes petits-bourgeois et de leur coalition avec la "bourgeoisie anti-Somoza", et non comme force ouvrière indépendante. Alors qu'il devient de plus en plus évident que le programme du FSLN d'"unité nationale" est une impasse, les éléments clés d'une révolution ouvrière font toujours défaut. Ce qu'il faut par-dessus tout, c'est un parti prolétarien, léniniste-trotskyiste, comme en Octobre 1917. Il n'est pas inconcevable que des éléments puissent se détacher du mouvement sandiniste et rejoindre le camp ouvrier lors d'une polarisation aiguë entre les classes. Mais ils ne vont pas diriger cette polarisation, et, comme nous venons de le voir, ces bonapartistes se sont montrés hostiles à toute forme d'organisation de la classe ouvrière hors de leur contrôle.

Qui plus est, en maintenant l'économie capitaliste, ils fournissent un levier incroyable à la réaction bourgeoise et impérialiste. L'an dernier ils ont connu des réussites sur le plan économique. Le problème, c'est que ça accroît le pouvoir de la bourgeoisie ; en effet, dans la mesure où elle regagne une assise économique, elle aura d'autant plus de pouvoir politique sur les masses. Si vous voulez un exemple d'un endroit où a été ainsi utilisée la pression économique, prenez le Chili. Nixon a dit à son ambassadeur là-bas : "Faites hurler l'économie". Ils ont appelé cela la "phase n° 1". Rappelez-vous ces termes. Et ils ont réussi. Par exemple, fin 72 et à nouveau début 73, les petits camionneurs se sont mobilisés pour stopper toutes les livraisons, ce qui a essentiellement pour effet d'affamer la population. Et dès qu'ils ont commencé à interrompre les transports, dès qu'on n'a plus eu la possibilité d'acheter du riz dans les magasins, dès que l'inflation a atteint 300%, alors la petite-bourgeoisie est devenue prête à tout. C'est là qu'intervient la "phase n° 2". Vous le savez, l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie l'a montré, la petite-bourgeoisie désespérée est une

proie facile pour la réaction. Et croyez-moi, Reagan a déjà sa "phase n° 2" en marche pour le Nicaragua. Le pays vit au jour le jour, et si les USA le décident, ils peuvent faire hurler son économie à la mort. Par exemple, ce que Reagan a fait de plus important dans les deux dernières semaines n'a pas été de couper l'aide — que de toute façon les sandinistes ne pensaient pas recevoir — mais simplement d'interrompre tout envoi de blé au Nicaragua. C'est tout. Ça signifie qu'à partir de mars personne au Nicaragua ne mangera plus de pain. Vous pouvez imaginer quelle sorte d'impact cela aura sur "l'unité nationale".

## Pour la révolution permanente

En essayant de se frayer un chemin intermédiaire au Nicaragua, les sandinistes laissent la porte ouverte à la subversion impérialiste, laissant sans défense les travailleurs et les paysans face à la terreur blanche. Comme au Salvador, le programme au Nicaragua doit être pour la rupture avec la bourgeoisie, pour la mobilisation des travailleurs sur un



Les dirigeants sandinistes marchent sur la "voie intermédiaire" utopique et suicidaire

programme de classe, pour l'expropriation de tous les exploités. C'est-à-dire d'entreprendre non seulement des tâches "démocratiques" comme le renversement du tyran Somoza etc., mais de rompre les liens de l'impérialisme et de balayer tous les latifundiaires et industriels qui condamnent les masses à une vie de misère, que ce soit par l'esclavage salarié ou par la privation de terres. Pour cela, il faut une direction communiste prolétarienne, un parti trotskyste qui combatte pour la révolution permanente, pour des gouvernements ouvriers et paysans dans toute cette région, et pour une fédération socialiste du Mexique et de l'Amérique centrale.

Pouvons-nous être plus précis sur certaines des revendications que des trotskystes soulèveraient aujourd'hui au Nicaragua dans ce sens ? Un des éléments serait certainement de soutenir les luttes des masses travailleuses contre leurs exploités, au lieu de tenter comme les sandinistes de les réprimer ou de se concilier la bourgeoisie anti-Somoza. Une opposition communiste au régime petit-bourgeois actuel s'efforcerait en même temps d'élargir ces luttes en une offensive de grande échelle contre le pouvoir capitaliste, exigeant partout le contrôle ouvrier conduisant à l'expropriation des capitalistes en tant que classe par un gouvernement ouvrier et paysan.

Quoi d'autre ? Rappelez-vous que c'est à distance que nous envisageons la situation qui se développe au Nicaragua. Une chose est cependant claire : les organisations de masse des travailleurs ont connu un important développement. Au début ce furent les Comités de défense sandinistes, comités de quartier sur le modèle des Comités cubains de défense de la révolution. Dans les derniers mois, les dirigeants du FSLN ont renforcé les milices basées sur les organisations de masse. Il y a aussi, bien sûr, les divers syndicats, aussi bien la fédération sandiniste CST que les autres dont nous avons parlé. Aussi une revendication clé serait-elle d'unifier les organisations de masse dans un conseil représentatif — une assemblée nationale des travailleurs ou soviét —, libre de toute tutelle gouvernementale et assurant la démocratie ouvrière pour tous à l'exception des forces directement contre-révolutionnaires. En plus, les trotskystes appellent à rompre avec les représentants de la bourgeoisie, pour un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les organes soviétiques de pouvoir prolétarien.

Je suis sûr qu'il y a beaucoup d'autres revendications qu'un groupe trotskyste nicaraguayen soulèverait contre le programme d'austérité capitaliste et la soi-disant "unité nationale" des exploités et des exploités. Par exemple, pour l'armement complet des milices de paysans et d'ouvriers. Mais la chose importante est le cadre et le but, fondamentaux : un parti bolchévique-léniniste indépendant pour

une opposition intransigeante, les ouvriers et les paysans au pouvoir, la révolution prolétarienne comme seule solution.

### Nicaragua, Cuba, Union soviétique

Les choses se développent donc vite en Amérique centrale, particulièrement en ce qui concerne le Nicaragua. Une anecdote rend bien compte du phénomène; en janvier dernier, pour l'anniversaire de la mort de Pedro Joaquín Chamorro, éditeur de *La Prensa* assassiné par des nervis de Somoza, il y eut cette fois-ci deux manifestations. L'une était du côté du FSLN, avec pour principal mot d'ordre "le Nicaragua a vaincu, le Salvador vaincra". L'autre, une contre-manifestation de l'opposition bourgeoise avait comme mot d'ordre principal "la Jamaïque a vaincu, le Nicaragua vaincra". A la Jamaïque, le gouvernement populiste de gauche de Michael Manley a été battu aux élections d'octobre dernier en partie parce qu'étant un gouvernement bourgeois, il ne pouvait fournir de travail aux masses de chômeurs. Mais c'était aussi à cause de la déstabilisation économique provoquée par le refus du Fonds monétaire international à Washington de refinancer la dette de la Jamaïque, interrompant ainsi toute importation. C'était dans les faits un blocus économique américain. Aussi Manley a-t-il été viré et remplacé par Edward Seaga, connu à la Jamaïque sous le nom de Claga. En d'autres termes, les manifestants bourgeois (nicaraguayens) lançaient un mot d'ordre directement contre-révolutionnaire.

Ainsi les dirigeants sandinistes sont à la croisée des chemins, et aujourd'hui la question de la route à choisir se pose avec acuité au Nicaragua. Là où ça se voit de façon particulièrement aiguë c'est sur la question du soutien aux insurgés de gauche du Salvador. Ce n'est pas seulement une question stratégique; les salvadoriens ont contribué de façon majeure au renversement de Somoza par le FSLN, en finançant (grâce aux millions qu'ont rapportés leurs enlèvements) l'achat de bon nombre de fusils. C'est donc aussi une dette révolutionnaire. Mais les sandinistes restent fondamentalement des nationalistes, et leur attitude à l'égard d'une révolution à leurs portes a été — je crois que "contradictoire" est le mieux qu'on puisse en dire. Le gouvernement du Nicaragua a salué la "junte des droits l'homme" mise en place par Carter au Salvador en octobre 79. Ils n'ont pas rompu avec la junte, ou permis d'aide à la guérilla jusqu'à l'assassinat de l'archevêque Romero en mars dernier. Selon certains rapports, ils ont empêché des militants de gauche nicaraguayens de rejoindre la guérilla au Salvador. Ils les ont arrêtés à la frontière et renvoyés chez eux!

Récemment il y a eu une importante flambée de propagande de guerre froide en provenance de Washington, enjoignant au gouvernement nicaraguayen d'arrêter de fournir des armes aux insurgés de gauche du Salvador ou alors... Comment a-t-on réagi à Managua? L'autre jour, sur la chaîne de télévision CBS, un des membres bourgeois de la junte nicaraguayenne, Arturo Cruz, a dit qu'ils ne voulaient soutenir aucune sorte d'activité qui favoriserait l'Union soviétique en Amérique centrale. On aurait dit le général Haig. Il affirmait donc que pour ces personnalités bourgeoises souhaitant encore collaborer avec les sandinistes, l'aide aux guérilleros du Salvador est matière à scission — c'est là qu'ils "tracent la ligne". Et ça ne concerne pas que les libéraux. Il y a des rapports persistants sur des tensions au sein du FSLN à ce sujet, que nous ne sommes pas en mesure de vérifier. Toutefois, quand le *New York Times* (15 février) a interrogé un représentant officiel sandiniste "de haut rang", la réponse a été: "Le message de Washington a été reçu cinq sur cinq. Il y a une compréhension du coût politique très élevé qu'aurait pour le Nicaragua un engagement au Salvador". Il est certain qu'il y a un coût politique élevé. Mais s'ils n'aidaient pas à propager la révolution dans la région, ils se mettraient eux-mêmes la tête sur le billot.

Que vont faire les sandinistes? Quand on en vient aux questions militaires, ils ont tendance à être plus

réalistes que quand ils parlent d'"unité nationale" et d'"économie mixte". Leur première réaction devant la nouvelle administration Reagan a été d'accroître les milices de façon conséquente, et de commencer à apprendre le maniement des armes à des dizaines de milliers de personnes. Ils ont déclaré qu'ils s'attendent à une attaque soutenue par les impérialistes d'ici quelques mois. Politiquement, ils ont laissé entendre que sous la pression ils pourraient éliminer les membres bourgeois de la Junte de reconstruction nationale, et mettre en place un gouvernement exclusivement sandiniste. Toutefois, le fondement sur lequel reposerait ce gouvernement est cette même économie capitaliste qu'ils ont actuellement et qui serait exposée au même genre de pressions impérialistes que par le passé. En d'autres termes, ce serait la même situation hautement instable que celle qui existait à Cuba de l'été 1959 à l'été 1960.



Quand la campagne des "droits de l'homme" pouvait faire illusion

Etendre la révolution au Salvador et exproprier la bourgeoisie, ces mesures sont indispensables simplement pour défendre ce qui a déjà été gagné. Mais même cela ne suffit pas. Un Etat ouvrier isolé dans un coin d'Amérique centrale ne sera pas viable plus d'une seconde, à l'échelle de l'histoire. Toute l'Amérique centrale doit s'embraser si la révolution doit réussir n'importe où dans la région. Et c'est loin d'être impossible. Les guérilleros du Guatemala ont pour la première fois gagné le soutien de la majorité indienne, et ils bénéficient depuis longtemps de celui de la classe ouvrière. De plus, dans les derniers mois, des grèves massives de travailleurs eurent lieu dans les plantations de bananes du Costa Rica et du Honduras. (Au fait, en janvier le Nicaragua a finalement exproprié les plantations de bananes liées à la Standard Fruit Company qui appartient au conglomérat Castle and Cook, ce qui en fait, je crois, le premier Etat d'Amérique centrale à cesser d'être une "république bananière". Mais si cet acquis n'est pas étendu, ils se rendront bien vite compte que c'est une vaine victoire, car les multinationales contrôlent toujours le marché.)

Une telle offensive provoquerait une onde de choc dans toute l'Amérique latine. Les dictatures du style Pinochet seraient menacées; il y aurait des grèves politiques, d'énormes manifestations de masse, etc. Et aussi aux USA, où nous avons appelé à un boycottage ouvrier du matériel militaire envoyé aux dictatures d'Amérique centrale. Il est intéressant de noter que, alors que rien de semblable ne s'était produit aux USA pendant la guerre du Vietnam, le syndicat des dockers ILWU a décrété un tel boycottage, au moins sur le papier, durant les derniers jours de l'administration Carter. Les militants lutte de classes des syndicats se battraient certainement pour faire en sorte qu'il soit appliqué; ça pourrait amener à des heurts violents avec le gouvernement et éventuellement avec la bureaucratie syndicale. Un autre élément clé sera la solidarité militante du mouvement ouvrier mexicain, notamment sous forme d'aide pour armer les rebelles du Salvador. Lopez Portillo peut bien appeler Fidel "mi comandante" (mon commandant), les travailleurs et paysans qui luttent contre une dictature sanguinaire armée par l'impérialisme US ont besoin d'une aide bien plus concrète que cela. Comme les capitalistes le redoutent justement, les répercussions de ce qui se passe en Amérique centrale pourraient déclencher une radicalisation explosive de la classe ouvrière mexicaine, une des plus puissantes de toute l'Amérique latine. Ce qu'il lui faut, c'est une direction trotskyste qui appelle non pas à la "détente", mais à une puissante lutte de classes internationale.

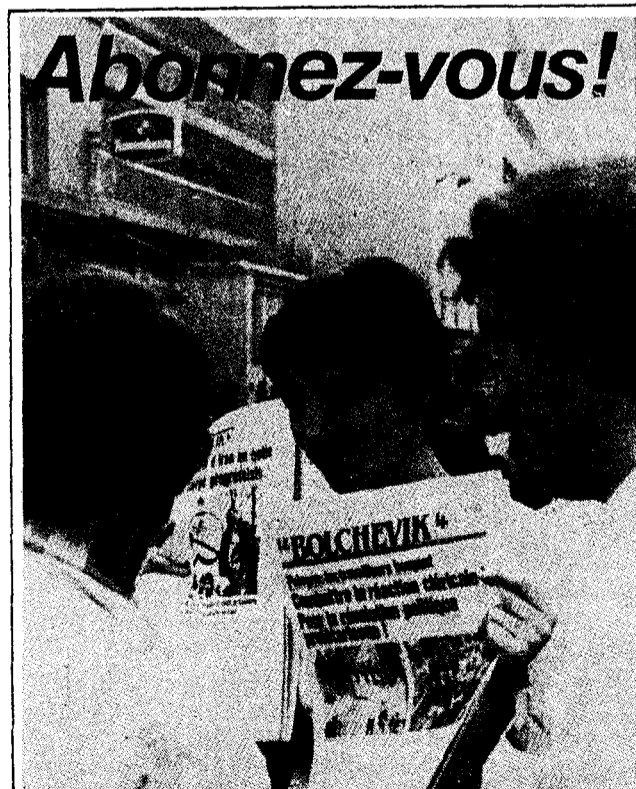
Cela nous amène à Cuba et à l'Union soviétique. En réponse aux accusations de l'administration

Reagan, Castro et Brejnev ont nié aider les rebelles du Salvador. Le 26 février, un porte-parole du comité central soviétique, Zamiatine, a dit que "l'Union soviétique n'a pas livré d'armes au Salvador, et n'en livre pas". D'après tous les indices, et nonobstant le "livre blanc" du département d'Etat, cela semble vrai. Nous aimerions qu'il n'en soit rien, mais c'est la logique contre-révolutionnaire de la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme. Pendant ce temps, bien sûr, les USA déversent au Salvador des dollars, des hélicoptères et des "conseillers" militaires en veux-tu en voilà, tout en criant "au loup!" contre Moscou. Castro, de son côté, est dans le collimateur, confronté à des menaces de blocus, ou pire encore; et il a adopté un ton plus ferme à l'égard de Washington. Mais en Amérique centrale, tous les rapports concordent pour reconnaître que Castro s'est joint aux sociaux-démocrates européens et aux libéraux latino-américains pour presser la gauche salvadorienne d'aller vers un "accord politique" avec des éléments de la junte criminelle. Ce qui veut simplement dire que le cycle des coups d'Etat recommencerait encore une fois.

Notre mot d'ordre "la défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador" — souligne que Reagan joue là-bas aux dominos de la guerre froide. S'il réussit à liquider le Salvador, il s'en prendra à Managua, et de là à la Havane, etc. Comme le général Haig ne cesse de le faire remarquer, l'endroit où Washington aimerait vraiment exercer la pression est dans l'antichambre de l'URSS, la Pologne. Ainsi, en définitive, ce sont les formes prolétariennes de propriété, conquises par la Révolution d'Octobre de Lénine et Trotsky, qui sont visées. Aussi pouvons-nous dire, très concrètement, si vous vous inquiétez des menaces contre l'économie collectivisée en Pologne, laissez Reagan écraser l'Amérique centrale sous sa botte ne fera qu'aggraver la pression impérialiste en Europe centrale. L'intention des USA, comme l'a exprimée l'influent éditorialiste reaganien William Safire, n'est pas simplement de "mettre fin au chapelet des victoires communistes", mais de "renverser le courant".

Nous nous trouvons donc obligés de donner l'alerte "les Américains arrivent, les Américains arrivent!". Et ce qu'ils amènent n'est pas les "droits de l'homme". Les salauds du Pentagone cherchent à se dédommager de l'humiliation qu'ils ont subie au Vietnam, aussi les massacres qu'ils prévoient de déclencher feront vraiment ressembler Somoza à un "autocrate modérément répressif" — c'est ainsi que l'appelle le nouvel ambassadeur américain à l'ONU, un "AMR". Safire s'est demandé ce que "vaincre" signifie: "Est-ce soutenir une junte militaire qui assassine l'opposition mais qui, par sa nature répressive, engendre de nouvelles oppositions qu'il devient nécessaire d'assassiner?" Sa réponse: "S'il le faut, oui". Vous vous souvenez de ce que Rosa Luxemburg a dit, que le choix était socialisme ou barbarie? Eh bien, je vous présente Mr. Barbarie 1981. Ainsi donc, si vous voulez éviter l'holocauste en Amérique centrale, si vous voulez éviter le "big bang" sur Berlin, il y a intérêt à arrêter les désespérados de Reagan au Salvador. Car la révolution ouvrière dans l'"arrière-cour" de l'Amérique rapprochera sûrement de beaucoup le jour où un avenir socialiste pour l'humanité viendra frapper à la grande porte.

Traduit de Workers Vanguard n° 277



**Abonnez-vous!**

Un an (9 numéros):

France 30 F, hors Europe 40 F (avion: 60 F)  
Etranger: mandat poste international

Pour toute commande:

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cédex 10

## WORKERS VANGUARD

Journal de la Spartacist League/US

Abonnement: \$ 12 (par avion)

SPARTACIST PUBLISHING CO.  
Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10116, USA



# Le spectre du trotskysme au Nicaragua

Le trotskysme, cela signifie la révolution permanente, des gouvernements ouvriers et paysans au lieu de la collaboration de classe des fronts populaires, des partis bolchéviques-léninistes comme avant-garde de la révolution prolétarienne. Mais ceci n'est pas le programme de ceux qui, nombreux, se font passer au Nicaragua pour trotskystes. Le plus important bataillon de pseudo-trotskystes au Nicaragua, le Secrétariat unifié (SU), jure sur la Seconde Déclaration de La Havane que ses militants ne sont rien d'autre que d'authentiques combattants aux couleurs sandinistes. La résolution de la majorité au XIe congrès mondial du SU affirme que ses partisans "défendront leur programme en travaillant loyalement à la construction de ce parti", le FSLN. Déclaration répétée un an plus tard : "L'avant-garde reconnue de la révolution nicaraguayenne s'est forgée dans le Front sandiniste" (*Intercontinental Press* n° 44, 24 novembre 1980). Si c'est vrai, a-t-on besoin du trotskysme ?

Ce n'est en rien une question abstraite. Quand le FSLN a procédé à l'arrestation de la Brigade Simon Bolivar, dont les dirigeants pseudo-trotskystes étaient alors membres du SU, une délégation de porte-parole du SU a formellement déclaré au gouvernement sandiniste qu'elle approuvait l'expulsion de ses propres "camarades" ! Rappelez-vous la lettre de dissidents du SU au Nicaragua qui accusaient un des dirigeants du SWP américain, Peter Camejo, d'avoir ordonné à la délégation du Secrétariat unifié sur place de livrer les membres de la Brigade Simon Bolivar à la police du FSLN. Nous avons publié cette lettre (*Le Bolchévique* n° 14, décembre 1979) ; et comme ni Camejo, ni le SWP, ne l'ont jamais désavouée, nous devons en conclure que leur accusation était fondée. Voilà où mène le suivisme opportuniste. Le mouvement trotskyste a eu à se battre contre des capitulards cédant sous la pression de la bourgeoisie ou des bureaucraties stalinienne. Mais ces gens-là ne sont pas des capitulards, ce sont des mouchards !

Comme à l'ordinaire, des divergences sont apparues au sein du Secrétariat "désunifié" entre la majorité regroupée autour d'Ernest Mandel — que son enthousiasme guévariste au début des années 70 nous a conduits à appeler Comandante Ernesto — et la minorité dirigée par le Socialist Workers Party (SWP). La résolution du SWP au congrès mondial du SU caractérise le "gouvernement" bourgeois sandiniste du Nicaragua de gouvernement ouvrier et paysan, terme utilisé pour la première fois par l'Internationale communiste comme dénomination populaire de la dictature du prolétariat. Une dictature du prolétariat où les représentants des banquiers et des propriétaires terriens siègent dans les instances dirigeantes de la junte sandiniste et les ministères clés du gouvernement ! Mais les mandéliens ne se veulent pas moins suivistes derrière les sandinistes — ils ont juste été moins crapuleux que les Peter Camejo et autres Jack Barnes. La dernière résolution de la majorité du SU déclare que le Nicaragua est, depuis mai 1980, dirigé par un gouvernement ouvrier et paysan. Ils étaient simplement en quête d'une excuse.

Il y a aussi le groupe de Nahuel Moreno et sa Brigade Simon Bolivar. Loin d'être une opposition révolutionnaire, ils ont essayé tout comme le SU de se draper des couleurs sandinistes. Mais eux prétendent pousser les choses à gauche. Au niveau international, ils sont dans une combine organisationnelle avec l'OCI de Pierre Lambert, et ils viennent de changer le nom de leur Comité paritaire en "Quatrième Internationale (Comité international)". A propos, les guillemets sont d'eux. Ils ont un minuscule noyau au Nicaragua, appelé la LMR, auquel s'est joint le petit groupuscule de Los Angeles "Sandinistes pour le socialisme" en envoyant son bataillon international à Managua le lendemain de la victoire du FSLN. (On les appelle les "sandinistes d'après la dernière heure"). Il y a très peu de temps encore, le Comité paritaire avait un autre groupe au Nicaragua, le GRS, dont le mentor était un certain Fausto Amador, déserteur du FSLN qui exhorta sur les écrans de la télévision de Somoza les guérillistes à abandonner la lutte. Amador, d'abord après être sorti du SU, s'est maintenant décidé à fausser compagnie à Lambert et Moreno.

Au printemps dernier, le Comité paritaire a publié une déclaration expliquant qu'il s'était toujours battu pour "un gouvernement FSLN sans représentants de la bourgeoisie" (*Informations Ouvrières* n° 947, 3 mai 1980). Que signifierait un tel gouvernement uniquement composé de sandinistes ? C'est comme

appeler à un gouvernement du Mouvement du 26 juillet dans les premiers jours de la révolution cubaine. Et il y en a eu un, en août 1959 après la démission du Président Urrutia et la fuite du commandant de l'Aviation, Diaz Lanz, jadis alliés bourgeois de Castro. Mais cela n'a pas signifié le renversement du capitalisme ; il ne s'est produit qu'à l'été et l'automne 1960 lorsque toutes les possessions des capitalistes leur ont été prises. De plus, un tel régime pouvait bien revenir à un régime capitaliste direct. Il faut se rappeler que Castro conseille aux sandinistes d'éviter ses "erreurs", de ne pas se presser de rompre avec les yankees ou avec le "secteur des affaires".

Même si le FSLN, sous la pression de Reagan, répétait "l'exemple cubain", ce qui en résulterait ne serait en rien un régime bolchévique internationaliste, mais une bureaucratie nationaliste sur le modèle de l'Etat ouvrier dégénéré russe de Staline et de ses héritiers. Mais que peut-on attendre d'une pseudo-Quatrième Internationale qui n'a pas été foutue de découvrir avant 1979 que Cuba est ce qu'ils appellent un "Etat ouvrier bureaucratise". Pour excuser ce retard, les morénistes et les lambertistes prétendent maintenant que personne ne savait comment analyser la question cubaine quand elle est apparue. La tendance spartaciste, et avant elle son ancêtre dans le SWP la Revolutionary Tendency, défend depuis 1961 la position que le Cuba de Castro est devenu un Etat ouvrier déformé. Les imposteurs sont aussi des menteurs. Et aujourd'hui ils avancent un mot d'ordre qui revient à accorder une confiance politique aux sandinistes.

Mais ce n'est pas le pire. Le coeur du programme de Moreno/Lambert pour le Nicaragua est l'appel à une "Assemblée constituante souveraine et démocratique". L'appel à une Assemblée constituante était justifié immédiatement après le renversement de Somoza comme moyen de mobiliser les aspirations révolutionnaires des masses à se libérer de la tyrannie réactionnaire qui les a opprimées pendant des dizaines d'années. Mais les éléments capitalistes de la coalition anti-Somoza étaient justement tout autant opposés à cette revendication que l'étaient les guérillistes sandinistes. Ils avaient peur qu'au beau milieu d'un soulèvement révolutionnaire, un quelconque organe élu démocratiquement puisse "échapper" à leur contrôle et commence à exiger le jugement immédiat et l'exécution des tortionnaires somozistes ou l'expropriation de tous les grands domaines, etc. Mais à partir du moment où le FSLN a consolidé son pouvoir, les forces bourgeoises ont commencé à parler d'élire une Assemblée constituante. Dans ces circonstances, ce ne peut être qu'un appel à un pouvoir parlementaire capitaliste pour mener à bien une contre-révolution "démocratique". La stalinophobie viscérale de Moreno/Lambert a pour conséquence que leur programme se résume au social-démocratie classique. Des trotskystes authentiques appellent au contraire à des organes de démocratie ouvrière, c'est-à-dire des soviets.

Ce qui se fait sous le nom de la Quatrième Internationale au Nicaragua est plutôt pathétique : un Comité "parodiaire" qui rampe derrière l'opposition bourgeoise et un Secrétariat "pas très unifié" qui voudrait être le wagon de queue du Sandiniste-Express. En fait, ce qu'ils font va à l'encontre de tout ce pourquoi Trotsky s'est toujours battu. Un fait est hautement révélateur ; malgré cette perversion du trotskysme, les dirigeants du FSLN ont une idée plutôt bonne de ce qu'est le trotskysme, et la preuve en est qu'ils se mettent à écumer dès qu'ils en voient le moindre petit signe.

D'après un bulletin intérieur du SWP : "Il y a eu des rapports occasionnels sur des attaques antitrotskystes de la part de dirigeants du FSLN. Récemment, ici-même à New York, le commandant Victor Tirado de la direction nationale du FSLN — poussé à bout par une question d'un membre d'une de ces petites sectes — s'est référé au trotskysme en termes péjoratifs lors d'une conférence de presse" ([SWP] *International Internal Information Bulletin*, septembre 1980). Pourquoi n'a-t-il pas dit que la tirade de Ti-

rado était dirigée contre la Spartacist League [section américaine de la tendance spartaciste internationale]. Et que ce qui a mis le "comandante" hors de lui était la question : "Comment justifiez-vous l'emprisonnement de militants et de personnalités du mouvement ouvrier qui essaient d'étendre la révolution au Nicaragua ?".

Le 6 mars de l'année dernière à Managua, une manifestation de plusieurs milliers de personnes dirigée par la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) fut appelée pour protester contre la "déstabilisation" orchestrée par la CIA. Mais au lieu de se diriger comme prévu vers l'ambassade américaine, la manifestation a mis le cap sur les bureaux du CAUS, le syndicat du PCN (un groupe dissident pro-Kremlin). Les bureaux du syndicat furent mis à sac, les documents brûlés et les occupants jetés dehors. *Intercontinental Press*, publication du SWP, rapporte que les manifestants scandaient "A mort la CIA !". Il ne rapporte cependant pas que l'autre principal mot d'ordre de la CST était "Mort au trotskysme !".

Les brejneviens hétérodoxes du PCN ne sont pas plus trotskystes que le Frente Obrero pro-albanais. Mais la question en jeu lors des grèves de janvier et février 1980 à Managua dans le bâtiment, les usines textiles et les plantations de canne à sucre n'était pas seulement une augmentation des salaires. Un mot d'ordre qui a été fréquemment rapporté était "Ouvriers et paysans au pouvoir ! A bas la bourgeoisie !". Sans même se soucier de qui avance ce mot d'ordre, les dirigeants sandinistes savent bien que de tels mots d'ordre ne sont pas ceux de la "révolution anti-impérialiste" ou "nationale démocratique". Seuls les trotskystes ont un programme cohérent qui peut donner un sens à des revendications pour la rupture avec la bourgeoisie et pour un gouvernement ouvrier et paysan. Seuls les trotskystes, et non pas les imposteurs du SWP qui dénoncent de telles revendications comme "provoquant délibérément une confrontation prématurée avec la bourgeoisie" (Résolution du SWP sur le Nicaragua au congrès mondial du SU de 1979).

Les compagnons de route stalinien du FSLN voient eux aussi clairement la menace. L'été dernier le journal radical-libéral *Guardian* (18 juin 1980) a publié un article intitulé "L'alliance délicate du Nicaragua tient bon" justifiant le refus d'enlever des mains des capitalistes les trois quarts de l'économie : "La participation de la bourgeoisie a donné lieu à des critiques de la part des forces de gauche et d'extrême gauche à l'intérieur du Nicaragua tout comme à l'étranger. Le Frente Obrero, au Nicaragua, et de petites sectes comme la Spartacus Youth League [organisation de jeunesse de la Spartacist League] aux Etats-Unis ont condamné ce qu'ils appellent le 'gouvernement sandiniste bourgeois'. Ils accusent les sandinistes d'aider à revitaliser le capitalisme nicaraguayen. A de telles critiques, répondent les sandinistes, fait défaut la compréhension que la libération nationale et la libération sociale ne sont pas la même chose, bien qu'elles soient clairement intimement liées". Ce qu'une telle critique comprend, c'est qu'il n'y aura pas de libération nationale sans révolution prolétarienne. C'est ce que stalinien et nationalistes de tout poil ignorent, et le résultat peut être fatal.

Traduit de Workers Vanguard n° 277

## COMMANDEZ

### le nouveau numéro de SPARTACIST

édition française

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale

Prix: 5F

Commande: Spartacist Publishing Co. Box 1377, GPO, New York, NY 10116 USA  
France: Le Bolchévique B.P. 135 10 75463 Paris Cedex 10



# Pologne...

Suite de la page 1

américaine essaie de se persuader qu'elle peut lancer des engins nucléaires sur l'Union soviétique et survivre quand même ! C'est même le but avoué de l'administration Reagan. Richard Pipes, expert en affaires russes à la Maison Blanche, affirme que les Soviétiques sont devant le choix : "changer leur système communiste dans le sens de l'Ouest ou rentrer en guerre". Reagan et Haig pensent que l'intervention soviétique en Pologne supprimerait tous les obstacles à leurs préparatifs pour une telle guerre.

Même si le Kremlin n'intervient pas, les Etats-Unis ont déjà fait de la Pologne le point chaud de la guerre froide, en parlant à longueur de semaine d'"invasion par osmose", de "poursuite, indéfiniment, des manoeuvres du Pacte de Varsovie", etc. "On dirait qu'ils s'amuse avec une nation tout entière !" s'exclamait un Polonais irrité par les alarmes incessantes de Washington (*New York Times*, 6 avril). Reagan et Haig ont en effet été très clairs : ils veulent une intervention soviétique d'envergure et font tout ce qu'ils peuvent pour la provoquer. Ils veulent voir les ouvriers polonais lancer des cocktails Molotov sur les tanks soviétiques au nom de l'aigle et de la croix. Ils veulent provoquer un massacre en Pologne pour pouvoir utiliser le cri de guerre de l'"agression soviétique" afin de pousser à la troisième guerre mondiale sur tous les fronts.

Les politiciens impérialistes et la presse occidentale parlent tous d'une "invasion de la Pologne". En fait, l'armée soviétique est entrée en Pologne en 1944-45, chassant les armées nazies et libérant le pays. Ils y sont depuis lors, et aujourd'hui deux divisions russes protègent les voies de communication vitales avec l'Allemagne de l'Est et vers le front des forces de l'OTAN. Exiger le retrait des troupes soviétiques de Pologne, c'est demander que Varsovie quitte le Pacte de Varsovie — ce qui revient à appeler au désarmement unilatéral du bloc soviétique. La question posée n'est pas celle d'une invasion mais d'une intervention militaire russe dans la vie civile et dans la lutte de classe polonaises. Et les choses ont considérablement évolué durant ces derniers mois d'ébullition.

La gigantesque vague de grèves dans les ports de la Baltique a mis les ouvriers polonais devant un choix historique. La faillite du régime stalinien étant spectaculairement démontrée, c'est soit la contre-révolution sanglante, en alliance avec l'impérialisme occidental, soit la révolution politique prolétarienne qui s'offre à eux. Etant donné l'influence clérico-nationaliste sur *Solidarnosc* et l'émergence aujourd'hui d'une organisation de masse des paysans propriétaires, le danger d'une contre-révolution reste grand. Mais un processus de différenciation politique a commencé : d'abord, "Solidarité" englobe la totalité de la classe ouvrière polonaise, avec toutes ses tensions et contradictions. Près d'un million de membres du Parti communiste polonais font partie du nouveau syndicat, et le parti est en crise profonde : les "durs" sont isolés, la direction affaiblie, la base en effervescence. L'Eglise, qui espère ainsi rester un pôle stable pour la contre-révolution face à une intervention militaire soviétique, a pris ses distances avec Walesa et Cie.

Cette fluidité politique ne signifie en aucun cas que le rapport de forces a changé ; il est encore très défavorable du point de vue révolutionnaire. Mais, si une véritable opposition léniniste-trotskyiste se cristallisait, elle pourrait se développer rapidement et avoir un fantastique impact de polarisation. Si le Kremlin réagissait à la provocation impérialiste et réimposait l'ordre bureaucratique, cela ne ferait, dans le meilleur des cas, que "geler" ce processus de polarisation politique indispensable pour arriver à la seule solution progressiste à la crise polonaise : la révolution politique ouvrière. Les véritables internationalistes prolétariens doivent donc protester avec amertume contre une intervention militaire russe qui représenterait une *défaite* pour la cause du socialisme.

Mais une résistance violente de la part des Polonais, provoquant un bain de sang, serait encore pire. Ce serait une catastrophe historique. La répression "à froid" ne ferait que repousser à plus tard la confrontation entre les ouvriers polonais et leurs gouvernants staliniens. S'il y a un tank soviétique à chaque coin de rue et que le peuple polonais les siffle, qu'y aura-t-il de réellement changé ? Par contre, si la réaction était violente, la répression qui s'ensuivrait annihilerait politiquement la classe ouvrière polonaise et provoquerait une explosion de nationalisme antirusse qu'il faudrait des années, peut-être même des générations, pour surmonter. Cela alimenterait également la campagne belliciste de l'impérialisme US, et c'est bien pour cela que Reagan et Haig veulent le massacre. *Les révolutionnaires prolétariens doivent donc s'opposer énergiquement à toute résistance violente contre une telle intervention militaire soviétique en Pologne, que ce soit sous forme d'action de masse ou de terreur individuelle.*

La situation politique actuelle en Pologne est le produit de décennies de capitulations des bureaucrates staliniens devant des forces capitalistes. Les révolutionnaires aspirent à une direction trotskyste en URSS qui réglerait rapidement la crise polonaise. Il n'y a que la révolution politique, dans toute l'Europe de l'Est, qui puisse ouvrir la voie au socialisme. Pour cela il faut des partis trotskystes internationalistes qui puissent tendre la main à la classe ouvrière soviétique pour défendre les acquis de la Révolution d'Octobre.

## Le stalinisme alimente la réaction clérico-nationaliste

Les troupes soviétiques qui sont entrées dans la Pologne occupée par l'Allemagne en 1944 ont été accueillies comme des libérateurs, non seulement du point de vue social mais aussi du point de vue national. L'expropriation des grands propriétaires terriens et des gros capitalistes dans la fin des années 40 a connu un soutien massif. Et pourtant, après 30 ans de régime bureaucratique, la plus grande partie de la population, dont beaucoup d'ouvriers de l'industrie, est aujourd'hui devenue hostile à ce qu'elle voit comme le "système communiste imposé par les Russes". Et ce n'est pas seulement une réaction à la répression policière des droits démocratiques, aux privilèges scandaleux et à la corruption des fonctionnaires "socialistes". La crise polonaise actuelle — et en particulier le dangereux développement des sentiments nationalistes cléricaux — ont leur racine dans la faillite et les promesses non tenues des *réformateurs* staliniens.

Quand Wladyslaw Gomulka est venu au pouvoir en 1956 et qu'il a proclamé que la démocratie ouvrière la plus large était nécessaire, il bénéficiait d'une autorité considérable auprès des masses. Mais il a tourné sa veste ; il a réprimé les conseils ouvriers et les cercles d'intellectuels dissidents qui l'avaient soutenu contre les staliniens "durs". Lorsque Edward Gierek a remplacé Gomulka en 1970 après le soulèvement des ouvriers de la Baltique, nombreux sont ceux qui ont cru à ses promesses de prospérité économique sans précédent. Et il n'a fait que ruiner la Pologne en hypothéquant ses richesses auprès des banquiers occidentaux et en subventionnant les paysans propriétaires !

De sorte que lorsque l'été dernier, sous la pression de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de la pénurie des biens de consommation, les ouvriers ont explosé, ils se sont tournés vers la puissante Eglise catholique qu'ils voyaient comme l'opposition au régime stalinien discrédité. L'hymne national "O dieu protège la Pologne" a remplacé l'"Internationale", et le dirigeant ouvrier Lech Walesa n'a pas manqué une occasion de se proclamer le fils de l'Eglise polonaise. Beaucoup des "dissidents" apparus à la surface sont ouvertement réactionnaires : nationalistes, anticommunistes, antidémocratiques et même antisémites virulents (bien qu'il n'y ait plus guère de juifs en Pologne).

La montée du nationalisme cléricale est associée à des sympathies pro-occidentales et a souvent trouvé son expression dans le mot d'ordre de "syndicats libres" comme aux Etats-Unis et en Allemagne de l'Ouest. Les ouvriers polonais feraient bien de réfléchir un peu à ce qui se passe dans les néo-colonies américaines avant de gober ce que raconte Radio Free Europe. Il faudrait que les Russes massacrent quelque 150.000 Polonais pour arriver proportionnellement au niveau du nombre d'ouvriers et de paysans massacrés en un an au Salvador par la junte de Carter/Reagan. Au Brésil, "Lula", le fameux dirigeant syndicaliste a été condamné à trois ans et demi de prison pour bien moins que des menaces de grève politique générale. Même John Christensen, observateur de l'UAW [le syndicat de l'automobile], était obligé de reconnaître :

"Cela me paraît incroyable qu'en comparant la Pologne, un pays communiste, et le Brésil, il semble qu'il y ait plus de liberté là-bas qu'ici. Walesa est plus libre que Lula. Là-bas le gouvernement a accepté un dialogue avec lui, pas ici".

— *New York Times*, 3 avril

Une délégation de "Solidarité" apprendrait peut-être quelque chose sur "le monde libre" en visitant le Salvador et le Brésil, à condition d'en revenir vivante !

Etant donné la forte influence clérico-nationaliste sur les syndicats qui sont devenus *Solidarnosc*, nous avons à plusieurs reprises mis en garde contre le danger de contre-révolution capitaliste sous la houlette de l'Eglise du pape Wojtyla. En même temps, il était clair que l'émergence d'un mouvement ouvrier puissant qui remettrait fondamentalement en cause le régime bureaucratique stalinien pouvait aussi ouvrir la voie à une révolution politique prolétarienne. Nous avons donc souligné que la tâche stratégique clé pour une avant-garde trotskyste en Pologne était de *séparer* les masses ouvrières d'avec les forces réactionnaires. Cela implique un combat pour une série de revendications programmatiques qui incluent la stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat, la défense de la propriété collectivisée, la défense des Etats ouvriers

déformés/dégénéré du bloc soviétique contre l'impérialisme. Une avant-garde trotskyste chercherait à polariser le mouvement ouvrier en attirant en son sein ceux qui recherchent une solution véritablement socialiste et qui sont hostiles au Vatican et au capitalisme occidental.

## Solidarité en effervescence, le parti communiste polarisé

Aujourd'hui, on peut entrevoir le début d'une différenciation politique à l'intérieur même de "Solidarité" et du parti communiste. Pour la première fois on voit une opposition au régime bureaucratique se faire non pas au nom de l'aigle et de la croix, mais sur des appels à un "renouveau socialiste" et même un retour aux principes du "marxisme-léninisme". Le *New York Times* du 12 avril prévoyait même : "S'il n'y a pas d'intervention militaire soviétique, il est probable que la prochaine phase de la révolution ouvrière en Pologne ne sera pas une lutte contre le parti communiste mais une lutte à l'intérieur du parti lui-même". Cela rend d'autant plus urgente la cristallisation d'un noyau de propagande trotskyste en Pologne, le seul à pouvoir offrir une *issue* aux crises désespérées et apparemment sans fin qui dévastent la Pologne.

Le paysage politique polonais a considérablement changé depuis la grève générale de Gdansk l'été dernier. Walesa doit faire face à des attaques tous azimuts au sein même de *Solidarnosc*. D'un autre côté, une grande partie du million d'ouvriers adhérents du POUP qui ont rejoint "Solidarité" doit voir ses convictions socialistes (même déformées par le stalinisme) entrer en conflit avec les conceptions réactionnaires de Walesa et de ses comparses. La hiérarchie catholique, quant à elle, a fait retraite, craignant une intervention militaire soviétique. Quelques jours avant la grève générale projetée par "Solidarité" pour la fin mars, le cardinal Wyszynski a fait une déclaration conjointe avec le premier ministre Jaruzelski pour dire qu'"on peut éliminer les grèves qui sont extrêmement coûteuses pour l'économie nationale affaiblie" (*Daily World*, 28 mars).

Ce qui est le plus frappant, c'est l'impact que les luttes ouvrières ont eu sur l'appareil stalinien du POUP. La réunion du comité central fin mars est devenue un véritable champ de bataille politique : "Il faut savoir que 'Solidarité', c'est en premier lieu la classe ouvrière elle-même", déclarait le secrétaire du parti du port de la Baltique Szczecin. Ce n'est que par crainte de la réaction du Kremlin que la réunion n'a pas chassé du politburo des staliniens "durs" comme Stefan Olszowski. Une récente conférence des groupes dissidents dans le parti à Torun, a réclamé une information totale et adéquate, le vote à bulletin secret, et plusieurs candidats. Un des délégués a protesté : "Les autorités ne devraient pas laisser croire que les changements qui ont lieu dans notre pays sont l'oeuvre des forces antisocialistes ; c'est au contraire le rétablissement nécessaire des principes marxistes-léninistes" (*New York Times*, 16 avril).

Pourtant les dissidents du POUP ne vont pas en général dans le sens d'une redécouverte du léninisme authentique. Ils tendent plutôt au stalinisme libéral, "le socialisme à visage humain", comme l'appelait le réformateur stalinien tchèque, Dubcek, lors du Printemps de Prague 1968. Et ils recherchent les favoris des dirigeants actuels de *Solidarnosc*. De plus, on a pu les entendre exprimer des préjugés antirusse et des sentiments politiques en vogue dans la Pologne d'aujourd'hui. Un des délégués de la conférence de Torun déclara : "Nos amis soviétiques ont une histoire qui les a habitués à un gouvernement absolutiste ; mais l'histoire de notre nation est intimement liée à la démocratie". Faisait-il allusion au héros national, le dictateur fascisant Pilsudski, ancien social-démocrate de droite, qui a défendu le capitalisme polonais contre l'Armée rouge en 1920 ? Comme le faisait remarquer Trotsky, la bureaucratie stalinienne elle-même peut produire une aile fascisante — il l'appelait la "fraction Boutenko" ; elle serait aujourd'hui en Pologne imprégnée d'un nationalisme antirusse virulent.

Si les libéraux du POUP parlent de "renouveau socialiste" en Pologne, le Kremlin, lui, met en garde contre la "contre-révolution rampante". Les staliniens brejneviens n'osent pas s'attaquer à la vraie base de la contre-révolution, la puissante hiérarchie catholique ; à la place ils s'attaquent à des groupes dissidents relativement petits, en particulier, le KOR de Jacek Kuron et le KPN de Leszek Moczulski. Les bureaucrates du Kremlin sont évidemment prêts à accuser *n'importe quelle* opposition politique, y compris et en particulier les trotskystes, d'être des "contre-révolutionnaires" et même des "fascistes". Mais toute calomnie stalinienne mise à part, le KOR et le KPN sont effectivement, chacun à leur manière, des ennemis du socialisme.

Le KPN est ouvertement nationaliste-cléricale et antisocialiste. Ce qui n'est pas le cas du KOR de Kuron. A l'Ouest, Kuron est généralement considéré comme un homme de gauche, radical, et même "marxiste" — vestige de sa position des années 60. Mais comme nous l'avons fait remarquer à ses supporters pseudo-trotskyistes, il a depuis considérablement été

à droite. Tamara Deutscher le confirmait récemment dans un important article de *New Left Review* ("Poland: Hopes and Fears", janvier-février). Elle rappelle que lors de sa condamnation à la prison en 1964, "Kuron et son camarade ont par défi chanté l'Internationale devant le tribunal. Un tel geste serait impensable de sa part aujourd'hui. Il a viré vers la social-démocratie, l'Eglise et des positions nationalistes".

### Avant tout un parti révolutionnaire internationaliste

Que Moscou intervienne militairement ou non dans un avenir proche, la crise polonaise va tout droit vers l'explosion. Le chaos économique prend des proportions désastreuses. Les réserves alimentaires fondent comme neige au soleil. Les exportations qui procurent des devises fortes sont tombées de 25% l'an dernier. De 50% pour le charbon. Politiquement, c'est l'anarchie. Les masses travailleuses polonaises doivent ressentir un besoin immense de prendre le contrôle de la société, de l'économie et de les diriger dans le sens de leurs intérêts. Les bureaucrates staliniens, qui cherchent à apaiser les masses, parlent maintenant d'accorder plus de pouvoir au Parlement, le *Sejm*, qui est théoriquement l'instance suprême de gouvernement.

En Pologne aujourd'hui, la revendication bolchévique classique — *tout le pouvoir aux soviets*, conseils ouvriers démocratiquement élus — aurait un écho retentissant. Une avant-garde révolutionnaire pourrait même demander qu'un congrès des soviets soit investi des pouvoirs qu'est supposé détenir le *Sejm*, comme dans la Révolution d'Octobre. Mais en soi, les soviets ne sont pas une garantie que la société va dans la direction du socialisme. Surtout dans la situation actuelle de la Pologne: ils pourraient tomber sous la coupe des forces nationalistes réactionnaires qui recherchent le soutien impérialiste contre l'URSS. L'élément crucial, c'est un parti ouvrier révolutionnaire authentique capable de canaliser les impulsions socialistes des masses travailleuses autour d'un programme marxiste *internationaliste*.

Une avant-garde communiste doit être de façon militante *anti-nationaliste*. Il faudrait qu'elle retrouve les traditions du parti socialiste de Rosa Luxemburg et de Léo Jogisches, avant la première guerre mondiale. En contraste avec le Parti socialiste polonais chauvin de Pilsudski, ils avaient appelé leur organisation la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie. Ils affirmaient que la transformation socialiste de la Pologne était inextricablement liée à la révolution prolétarienne en Russie.

Félix Dzerjinski en était un des dirigeants; il devait plus tard jouer un rôle remarquable dans la révolution bolchévique à la tête de la Tcheka, bras armé du pouvoir soviétique des premières années. Dzerjinski, dont l'accent polonais en russe devenait plus prononcé lorsqu'il s'énervait, fut choisi pour ce poste très délicat parce que c'était un révolutionnaire d'une intégrité morale exceptionnelle. A une échelle historique moindre, il y eut Konstantin Rokossovski, jeune socialiste polonais qui rejoignit l'armée soviétique en 1919. Jeté en prison par les purges de Staline dans les années 30, il en ressortit pour devenir un des plus grands chefs militaires soviétiques de la deuxième guerre mondiale. Le maréchal Rokossovski n'était pas un révolutionnaire, c'était un officier stalinien. Mais les services qu'il a rendus en défendant l'Union soviétique contre l'impérialisme sont tout à son honneur — il a joué un rôle crucial pour libérer en 1944-45 la Pologne de l'épouvantable occupation nazie.

Dans son essai sur "La tragédie du Parti communiste polonais", Isaac Deutscher conclut principalement que "(...) si l'histoire du Parti communiste polonais et de la Pologne en général enseigne quelque chose, elle montre comment le lien entre les révolutions russe et polonaise est indestructible". Il faut aujourd'hui remettre en vigueur la tradition de l'unité révolutionnaire des prolétariats russe et polonais. Maintenant c'est contre les bureaucrates staliniens, en défense des économies collectivisées et du pouvoir d'Etat prolétarien face aux menaces capitalistes et impérialistes, qu'elle doit se tourner.

La direction de "Solidarité" s'oppose radicalement à ces principes. Walesa et ses collègues se voient comme ceux qui doivent diriger la nation polonaise contre le "communisme" russe. Cela se voit clairement dans leur soutien actif à l'organisation paysanne "Solidarité rurale". D'ailleurs ce qui a récemment failli être une grève générale avait été appelé principalement en soutien à cette organisation paysanne. "Solidarité rurale", qui exprime les ambitions et les appétits des nombreux propriétaires paysans polonais, a pour but le rétablissement total des rapports capitalistes à la campagne. Ses revendications non économiques comprennent la construction de plus d'églises, l'arrêt des restrictions à l'éducation religieuse et la fin de l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles. Il n'est donc pas étonnant que le pape Wojtyla lui-même soit intervenu auprès du régime de Varsovie pour qu'il reconnaisse "Solidarité rurale", base potentielle de la restauration capitaliste. Le fait que le régime stalinien soit revenu sur sa position et qu'il

ait légalisé cette organisation paysanne est une concession importante aux forces de la réaction.

La solution socialiste par rapport à "Solidarité rurale" n'est pas le maintien du statu quo à la campagne. Car cette situation est un désastre. Les paysans propriétaires polonais, de plus en plus âgés et improductifs, sont un handicap majeur au développement économique du pays. La subvention aux produits alimentaires de 10 milliards de dollars — la différence entre ce que l'Etat paie aux fermiers et ce qu'il fait payer aux consommateurs des villes — est de loin le poste le plus important du budget gouvernemental et représente une part importante du revenu national. Les fermes collectivisées de Russie et d'Ukraine alimentent aujourd'hui en denrées la Pologne, bien que le niveau de consommation, en particulier en ce qui concerne la viande, soit beaucoup plus élevé à Varsovie et Gdansk qu'à Moscou et Kiev. L'une des tâches immédiates et centrales d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Pologne serait d'*encourager la collectivisation de l'agriculture*. Il faudrait accorder des crédits avantageux et des avantages sociaux à ceux qui mettent en commun leurs terres et leur travail, tandis que ceux qui veulent rester de petits capitalistes agricoles seraient soumis à des taxations élevées et autres formes de discrimination *économique*.

En plus de l'état d'arriération de l'agriculture de la petite exploitation, c'est la dette extérieure considérable qui est à l'origine de la crise économique actuelle. Dans les années 70, le régime de Gierek a tenté d'acheter les ouvriers et les paysans en contractant d'énormes emprunts à l'Ouest. Ses successeurs ont encore intensifié cette politique désastreuse. Les dettes de la Pologne envers l'Occident ont encore augmenté d'un tiers durant ces sept derniers mois! Il faudra des années à la Pologne pour rembourser les banquiers de Francfort et de Wall Street, et cela absorbera toutes ses devises fortes (et une bonne part des devises soviétiques iront aussi, directement ou indirectement, aux créanciers capitalistes de la Pologne). *L'annulation de la dette extérieure* est une revendication cruciale pour briser l'étau capitaliste qui étrangle l'économie polonaise. Cela n'est possible qu'avec un régime soviétique révolutionnaire, le seul capable de faire appel aux classes ouvrières d'Europe de l'Ouest pour une planification socialiste internationale dans le cadre des États-Unis socialistes d'Europe, afin de pouvoir faire face aux représailles économiques de l'impérialisme.

Si les appels à la solidarité ouvrière dans les pays capitalistes occidentaux sont d'une grande importance pour la révolution politique prolétarienne en Pologne, la perspective d'une telle révolution en Union soviétique est encore plus importante. Si le Kremlin intervenait militairement, l'avenir immédiat des ouvriers polonais dépendrait en grande mesure de leur capacité d'influencer et de gagner les soldats soviétiques du contingent — c'est-à-dire les jeunes ouvriers et paysans de Russie, d'Ukraine et d'Asie centrale en uniforme. Le nationalisme polonais antirusse et surtout *la violence dirigée contre les soldats et officiers soviétiques* saboteraient la cause du prolétariat.

Il est important de rappeler que les illusions dans la "bonne volonté" et l'esprit pacifique des puissances capitalistes occidentales, qui sont monnaie courante en Europe de l'Est et en Pologne en particulier, ne sont pas répandues en Union soviétique. Le peuple soviétique, qui a perdu 20 millions des siens dans la guerre contre l'Allemagne nazie, comprend très bien que l'arsenal nucléaire de l'OTAN est dirigé contre lui. Il le comprend d'autant plus maintenant que Washington le menace ouvertement d'une "première frappe" nucléaire. Le peuple soviétique craint à juste titre que les pays d'Europe de l'Est ne se transforment, aux frontières même de leur pays, en Etats hostiles alliés aux impérialistes.

Les bureaucrates du Kremlin exploitent cette crainte légitime pour écraser les soulèvements populaires et les aspirations démocratiques en Europe de l'Est, comme ils l'ont fait en Tchécoslovaquie en 1968. Mais la situation en Pologne diffère considérablement de celle du "Printemps de Prague". Le nationalisme antirusse y est beaucoup plus virulent, et Washington et ses alliés de l'OTAN sont beaucoup plus provocateurs et menaçants militairement. C'est pour ces raisons que la question de la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme prend une importance beaucoup plus grande dans la crise polonaise actuelle. Les ouvriers révolutionnaires polonais ne peuvent espérer faire appel aux soldats soviétiques que s'ils leur garantissent qu'ils vont défendre les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre contre les attaques impérialistes.

*Ce n'est qu'en s'adressant à leurs frères de classe soviétiques au nom de l'internationalisme socialiste que le prolétariat polonais pourra se libérer de l'oppression stalinienne. Avec cette perspective, une avant-garde trotskyste en Pologne pourrait transformer ce qui risque fort d'être un désastre en une grande victoire pour le socialisme mondial.*

Traduit de Workers Vanguard n° 279

## Leurs promesses...

Suite de la page 1

(notamment liés à la question de la défense de l'URSS) qui pourraient d'ici les élections changer le sens d'un vote Marchais (et toujours à la condition minimum qu'il soit libre de tout lien front-populiste avec la bourgeoisie), aucun révolutionnaire, aucun travailleur conscient ne peut plus apporter à Marchais le moindre soutien, même le plus violemment critique".

Tous les commentateurs annoncent un deuxième tour serré et incertain entre Giscard et Mitterrand. Rien n'est moins sûr en effet que les électeurs du PCF et du RPR suivent comme un seul homme les consignes de leurs partis. Autre inconnue: le report des voix du vert Lalonde et de Laguiller qui, malgré elle, ne sont pas sûres d'aller à Mitterrand (si dans les fins fonds de la "France profonde" on n'a pas obligatoirement peur d'Arlette, par contre on y a toujours peur du "collectivisme", même aux couleurs de la rose de la social-démocratie!).

### Non au bloc Mitterrand/gaullistes!

"Voter Mitterrand pour chasser Giscard" rabâche la soi-disant "extrême gauche". "Oui, la victoire est à notre portée" explique la LCR dans un tract publié le lendemain du premier tour. La victoire de Mitterrand serait-elle une victoire des travailleurs? Mais, pour enthousiasmer à ce point nos "gauchistes d'antan", qu'a donc promis Mitterrand? De constituer une alliance front-populiste avec des représentants de la bourgeoisie (MRG, gaullistes, etc.). De renforcer les liens de la France impérialiste avec l'Alliance atlantique dirigée contre l'URSS. De faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme. Ce sera le front populaire aux couleurs du gaullisme! Où y a-t-il là-dedans pour la classe ouvrière le soupçon d'un début d'alternative à Giscard? Mais il faut avoir le cynisme de la direction de la LCR pour écrire dans le tract cité plus haut: "Une fois élu grâce aux voix des travailleurs, Mitterrand doit être prévenu qu'il ne pourra pas gouverner avec des représentants des patrons". On croit rêver! Mais, camarades de la LCR, vous savez que Mitterrand *veut* gouverner avec la droite. Et qui l'en empêchera une fois élu? Vous? Les travailleurs? Comment? Mitterrand ne sera pas l'otage des travailleurs, mais celui des gaullistes, des Le Tac, Lipkowski, Poncelet, Dechartre, Servan-Schreiber et autres Jobert (sans parler de la NAF et de Poujade, le fondateur du mouvement réactionnaire des petits commerçants dans les années 50) qui appellent à voter Mitterrand. Et un otage consentant! En cherchant une alliance avec l'ennemi de classe, il signifie à la classe ouvrière qu'il ne tiendra aucun compte de ses exigences et même qu'il sera l'obstacle à ses luttes. Souvenez-vous de 1937: le gouvernement de front populaire de Blum n'a pas hésité à faire tirer sur les ouvriers, dont de nombreux militants de son propre parti! Et ce front populaire en formation ne cherche même pas à leurrer les ouvriers ou même faire semblant d'être à gauche. Y compris les impérialistes américains sont prêts à "tendre la main aux socialistes" s'ils ne peuvent pas faire autrement. Le *Washington Post* a présenté Mitterrand comme "plus favorable" que Giscard à "l'humeur antisoviétique de l'administration Reagan" (*Le Monde*, 29 avril).

Mais la LCR (qui doit être d'accord avec l'actuel mot d'ordre du PCF: "Battre Giscard et sa politique, développer les luttes, voter Mitterrand") a une justification "gauche" de son ralliement à la théorie menchévique/stalinienne de la révolution par étapes: la victoire de Mitterrand provoquera une "dynamique" de luttes qui submergera les bureaucrates réformistes. Mais pour que les révolutionnaires puissent diriger ces luttes échappant temporairement aux bureaucrates, il faut qu'ils apparaissent comme une *alternative* aux réformistes et à leur politique de collaboration de classe. Mais la LCR n'est pas cette alternative. Les travailleurs la perçoivent — et ils ont raison — comme des reconstruc-teurs de l'union de la gauche et des partisans de Mitterrand. Les travailleurs à la recherche d'une alternative révolutionnaire ne se tourneront que vers ceux qui n'ont aucune responsabilité dans la victoire du front populaire, ceux qui dès le départ ont combattu de façon intransigeante la collaboration de classe.

La LCR bavarde sur les luttes, mais elle ne croit plus que dans l'"unité" des bureaucrates traîtres et dans la victoire électorale de Mitterrand. "Si Mitterrand n'est pas élu, on en reprend pour 7 ans". Bien piètres révolutionnaires ceux qui font dépendre le sort du prolétariat de quelques bulletins de vote! La seule solution pour la classe ouvrière ne réside pas dans le remplacement de Giscard par un front populaire présidé par Mitterrand, mais dans ses luttes et dans la capacité de l'organisation d'avant-garde de les organiser — contre les réformistes — en défense contre les attaques de la bourgeoisie et pour mettre en avant une série de revendications transitoires conduisant à l'instauration de son propre pouvoir, le gouvernement ouvrier.

## L'impasse de la «voie intermédiaire» sandiniste

# Le Nicaragua sur la corde raide



Chauvel/Sygnia

## Révolution sociale ou contre-révolution sanglante

Nous reproduisons ci-dessous une version revue et augmentée de la seconde partie du discours de Jan Norden, rédacteur en chef de *Workers Vanguard* et membre du comité central de la Spartacist League, prononcé il y a peu à Boston et New York sous le titre "Pour la révolution ouvrière en Amérique centrale". La première partie est parue dans *Le Bolchévique* n° 24, avril.

Au Nicaragua, le Frente Sandinista de Liberacion Nacional, le FSLN, a pris le pouvoir en juillet 1979 après avoir renversé le dictateur Anastasio Somoza. Si le Salvador est le prototype du pays gouverné par une oligarchie, le Nicaragua était celui du régime fantoche. Cela ressemble à de la rhétorique de gauche, peut-être, mais Somoza n° 1 avait été mis en place par Franklin Roosevelt — il était le produit, soit dit en passant, de sa politique de prétendu "bon voisinage". Rappelons que Cordell Hull, secrétaire d'Etat de Roosevelt, a fait la fameuse réflexion que Somoza était peut-être un fils de pute, "mais c'est notre fils de pute". Et quand Jimmy Carter s'est mis à parler des "droits de l'homme" et à clamer que les USA n'interviendraient pas, ç'en a été fini pour Somoza n° 3. Cela n'a pris que quelques mois, et il

a été viré. C'était un vrai fantoche dont Washington tirait les ficelles. Et pas seulement pour les Somoza. La bourgeoisie salvadorienne est fière de n'avoir jamais fait appel aux Marines pour l'aider. Mais depuis 1855 le Nicaragua a été envahi quatre fois par les troupes américaines. Somoza III n'était que le dernier d'une longue lignée.

C'était aussi, et presque littéralement, un dictateur vampire. Après le tremblement de terre de 1972 à Managua, Somoza décida que c'était le moment ou jamais pour lui de damer le pion à la bourgeoisie nicaraguayenne traditionnelle. Ainsi expropria-t-il toute l'aide humanitaire US, et en retour l'obligea à acheter des propriétés lui appartenant autour des villes, dans un but de reconstruction. Et par toutes sortes d'autres moyens, il chercha à enrichir son clan aux dépens non seulement des travailleurs, mais aussi des latifundiaires, industriels et autres. Une de ses entreprises était une compagnie nommée Plasmaférisis, qui devait résoudre le problème du commerce extérieur du Nicaragua en ajoutant un produit d'exportation au café et au coton, et c'est de sang qu'il s'agissait. Il a entrepris d'exporter des tonnes de sang vers les Etats-Unis. (...) L'ambassadeur US aurait mérité le titre de procon-

sul. Celui qu'avait nommé Nixon, un certain Shelton Turner, devint si bon copain avec Somoza que le tyran fit mettre l'effigie de Turner sur ses billets de 3 dollars. Alors si on vous demande l'endroit qui est un Etat fantoche classique des USA, une dictature vampirique, bidon comme un billet de 3 dollars, c'était le Nicaragua sous Somoza.

Les sandinistes sont arrivés au pouvoir en mobilisant une véritable insurrection nationale, qui comprenait la bourgeoisie pratiquement toute entière, mise à part la famille de Somoza et son armée personnelle, la garde nationale. Mais le pouvoir effectif dans cette insurrection était aux mains du FSLN petit-bourgeois, un mouvement qui dans son allure générale est semblable au Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro. Ce qui revient à dire que c'est une force bonapartiste, une armée de guérilla au pouvoir, mais qui n'est pas fermement attachée à une forme de propriété spécifique. Comme l'enseigne le marxisme, le capitalisme est fondé sur la propriété privée des moyens de production, et la classe ouvrière ne peut gouverner que sur la base de la propriété collectivisée. Mais la petite-bourgeoisie n'a pas de mode de production qui lui soit propre. En conséquence, quand elle accède au pouvoir, souvent elle ne sait vers où s'orienter, ou alors elle est rapidement évincée. Comme classe intermédiaire sans intérêts de classe clairs, la petite-bourgeoisie, hautement contradictoire et désorganisée, ne peut généralement être une force dirigeante dans la lutte politique. Elle finit habituellement par s'aligner sur la classe ouvrière ou sur les forces bourgeoises.

Cependant, dans certaines circonstances exceptionnelles, la petite-bourgeoisie peut arriver au pouvoir à la tête de mouvements radicaux-démocratiques. Dans ces cas, il y a faiblesse de la bourgeoisie locale, absence du prolétariat comme facteur indépendant, et combinaison d'hostilité et d'abstention de la part de l'impérialisme. Mais ce qui arrive alors n'est pas prédéterminé ; cela peut s'engager dans l'une ou l'autre voie. Par exemple, on a le cas de l'Algérie où un mouvement d'indépendance nationale dirigé par la petite-bourgeoisie a pris le pouvoir. L'ancienne métropole coloniale s'est efforcée de les acheter. De Gaulle a offert d'indemniser tous les anciens colons propriétaires terriens, d'acheter tout le vin algérien, d'établir des contrats à long terme pour le gaz naturel et le pétrole algérien. Et au bout du compte, l'Algérie était une néo-colonie française.

Au début, elle avait un gouvernement au verbiage "gauche", dirigé par Ben Bella ; mais après quelques années, il fut remplacé par Boumediène, plus flexible. Voilà donc une des voies que cela peut emprunter.

Il y a aussi la voie cubaine, où cela a continué jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie, posant les fondements d'un Etat ouvrier déformé. Cela signifie que depuis la fin de 1960, Cuba a les formes de propriété d'un Etat ouvrier, sur lesquelles repose une couche dominante, une "caste" dominante, analogue à la bureaucratie stalinienne d'Union soviétique, qui a politiquement exproprié les travailleurs russes tout en s'appuyant sur les conquêtes sociales et économiques de la Révolution d'Octobre. Et dans ce cas, l'impérialisme US a usé d'une tactique différente, moins accommodante. Elle a mis Castro le dos au mur, et l'a fait choisir entre l'autodestruction d'une part, et la disparition révolutionnaire de la classe capitaliste cubaine, et pas simplement des gens les plus compromis de la dictature de Batista. C'est ça la seconde voie. Et ce n'est certainement pas la voie que Castro conseille aux sandinistes ; souvenez-vous de sa déclaration juste après la prise du pouvoir par le FSLN comme quoi le Nicaragua ne deviendrait pas un "second Cuba". Ce n'est pas la seule alternative, d'ailleurs. Il y a une possibilité très réelle de contre-révolution commanditée par l'impérialisme pour réinstaller un régime à sa botte. Et il y a notre voie, non pas le renversement bureaucratique des rapports